



Consultation publique de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes portant sur l'analyse des marchés pertinents du haut débit et du très haut débit

Réponse du Groupe France Télécom

27 juillet 2010 – 30 septembre 2010

Version publique

Les paragraphes de la réponse entre [] relèvent du secret des affaires.

Contact : affaires.reglementaires@orange-ftgroup.com

Lien vers la consultation : http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-adm-march-4-5-juil2010.pdf



Consultation publique de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes portant sur l'analyse des marchés pertinents du haut débit et du très haut débit

Réponse du groupe France Télécom

27 juillet 2010 – 30 septembre 2010

Synthèse

France Télécom se réjouit du lancement d'un nouveau cycle de consultation sur l'analyse des marchés du haut débit et du très haut débit qui devrait être l'occasion de tirer les conséquences de la situation hautement concurrentielle qui existe en France sur le haut débit et de prendre la mesure des changements à venir avec l'arrivée des réseaux d'accès de nouvelle génération.

Sur ce point, la recommandation de la Commission européenne sur les nouveaux réseaux d'accès publiée le 20 septembre dernier revêt une grande importance, certaines de ses dispositions sont directement applicables au contexte français et méritent donc d'être prises en compte dans la présente analyse de marché.

Un très large développement des services haut débit dans un contexte très concurrentiel

France Télécom partage le constat qui figure dans le chapitre « Bilan et perspectives » d'un marché de détail dynamique, en croissance continue et d'une situation très concurrentielle. Avec 30% des français clients d'une offre haut débit, la France occupe la sixième place parmi les pays européens en terme de pénétration du haut débit (la seconde parmi les grands pays). S'agissant de la couverture du territoire en ADSL, le plan de neutralisation des multiplexeurs annoncé récemment par France Télécom va renforcer la première place de la France en Europe, les offres satellitaires proposées pour les 1% de la population non éligibles, à l'issue de la neutralisation des multiplexeurs, permettant de garantir des services haut débit à tous les Français.

Le volume des offres de gros commercialisées par France Télécom (10,3 millions d'accès dont 8,4 millions au titre du dégroupage) et la présence de réseaux concurrents notamment les réseaux câblés dont le dynamisme commercial demeure très important (environ 1,2 millions d'abonnés à des services haut et très haut débit selon les chiffres de l'observatoire de l'ARCEP pour le second trimestre 2010) conduisent à des parts de marché extrêmement élevées et globalement en croissance pour les concurrents de France Télécom.



Il est donc indispensable de prendre toute la mesure de cette situation et, en particulier, de faire en sorte que cela conduise à un allègement global des obligations de France Télécom sur le marché du haut débit, même si des mesures complémentaires peuvent être envisagées sur certains points particuliers. A ce titre, il est important de noter que la réussite incontestable du dégroupage en France n'aurait pas été possible sans l'excellence opérationnelle de l'offre et notamment de sa qualité de service, qui résultent de la volonté et des efforts de France Télécom, ainsi que d'un travail collaboratif avec les opérateurs sous l'égide de l'ARCEP. A l'avenir, l'amélioration de la qualité de service proviendra essentiellement des efforts des opérateurs clients des offres de gros pour améliorer leurs processus et France Télécom est prête à les accompagner en ce sens.

La situation actuelle du haut débit en France démontre clairement que ce n'est pas par l'imposition d'obligations réglementaires multiples et inutilement alourdies, mais bien par un cadre simple et clair et la bonne volonté des principaux acteurs, qu'un marché concurrentiel et innovant peut se développer. Le marché du haut débit a montré en particulier qu'il n'est nul besoin d'introduire des notions complexes et diversement interprétables telles que le co-investissement ou des offres « capexisables » pour qu'un marché de détail concurrentiel se développe, que des opérateurs alternatifs prospèrent et que les consommateurs bénéficient d'offres innovantes à des tarifs raisonnables. Il convient à l'évidence que l'ARCEP continue à s'appuyer sur les facteurs clé de succès qu'elle a su utiliser dans le haut débit, pour la définition du cadre réglementaire à venir pour les nouveaux réseaux d'accès

Pour un assouplissement des conditions de régulation du dégroupage et la prise en compte des réseaux de nouvelle génération

Avec environ 80% de la population couverte, en extension continue, le succès du dégroupage n'est contesté par personne. Le dixième anniversaire du décret prévoyant le dégroupage doit être l'occasion d'une réflexion en vue de réviser les règles en vigueur pour s'assurer de leur pertinence dans le cadre concurrentiel actuel. De nombreuses offres commerciales proposées par France Télécom pour répondre aux besoins exprimés par les opérateurs démontrent qu'il n'est nul besoin d'en spécifier le contenu, ni même d'en imposer le principe au travers de décisions contraignantes. L'évolution de prestations connexes au dégroupage ou de l'offre LFO (Liaison Fibre Optique), dont France Télécom esquisse les grandes lignes dans sa présente réponse, ne devrait donc pas relever des obligations qui découleront de la présente analyse mais être discutée librement avec les opérateurs et évoquée si nécessaire dans un cadre multilatéral sous l'égide de l'Autorité.

Le développement des réseaux de nouvelle génération conduira, à un rythme qui n'est pas prévisible aujourd'hui, au passage progressif des services de communication électronique du réseau cuivre vers les réseaux FTTx. Le maintien d'un réseau cuivre dans certaines zones pourrait s'avérer à terme dommageable à l'intérêt de tous, opérateurs et consommateurs, notamment du point de vue économique. France Télécom formule donc une proposition d'un délai de prévenance raisonnable pour la fermeture d'un répartiteur sur lequel il est indispensable qu'une décision soit prise pour la période dans laquelle s'appliquera la décision à venir (2011-2014).

Les chantiers de la montée en débit

La montée en débit via l'accès à la sous boucle locale fait l'objet d'une demande forte et France Télécom a pris une part importante dans les travaux menés sous l'égide de l'ARCEP en la matière. L'ARCEP indique que les conditions opérationnelles et financières dans lesquelles des collectivités locales pourront intervenir, lorsque ceci implique un réaménagement de réseau, seront précisées dans une recommandation. Il est important que ceci corresponde à un cadre juridique clarifié et que les conditions soient équilibrées entre les parties prenantes, collectivités et opérateurs.



France Télécom considère qu'il convient de limiter les cas de demandes de réaménagement de réseaux jugés raisonnables pour des opérations de montée en débit, et qu'elle n'a pas de légitimité pour déterminer des règles de priorité à donner entre les opérations de ce type. L'approche la plus appropriée serait de définir *a priori* des critères objectifs d'éligibilité permettant de limiter le nombre de sous-répartitions candidates à de la montée en débit et de consacrer les capacités de production limitées aux opérations présentant objectivement le plus d'intérêt en la matière.

France Télécom rappelle par ailleurs qu'une évolution de l'offre de référence de dégroupage avec une prestation dite de PRP (Point de Raccordement Passif) permet déjà de normaliser les conditions techniques d'accès à la sous boucle. Une offre commerciale d'accès à une armoire mutualisée complètera le dispositif et pourra être proposée dès que les conditions du réaménagement de réseau seront précisées.

Appuis aériens

France Télécom est d'avis qu'il n'est ni proportionné, ni conforme aux objectifs de la régulation que ses appuis aériens soient considérés comme appartenant au marché pertinent des infrastructures de génie civil, qu'ils doivent faire l'objet d'une régulation similaire sur l'ensemble du territoire. L'analyse qui pourrait conduire l'ARCEP à imposer une telle obligation reste à faire.

En tout état de cause, France Télécom a prévu de donner accès à ses infrastructures aériennes dans le cadre d'une offre commerciale qui pourrait être proposée rapidement et qui sera ouverte de façon non discriminatoire aux opérateurs déployant des réseaux en fibres optiques. Cette offre portera exclusivement sur les poteaux dont France Télécom est propriétaire étant entendu qu'il n'est pas envisageable que France Télécom assure, pour le compte d'autre opérateurs, le rôle d'intermédiaire, d'acheteur ou de sous traitant auprès des autres propriétaires d'infrastructures aériennes qui disposent d'une offre d'accès à leurs poteaux.

La nécessité d'exclure le raccordement des antennes radio de la présente analyse

France Télécom s'étonne que soient insérées dans cette analyse des obligations d'offres de gros (accès à des antennes mobiles via le dégroupage, les infrastructures de GC et des offres haut débit activées) sans rapport avec le marché de détail du haut et du très haut débit fixe.

Des obligations portant leur effet sur le marché de détail des services de téléphonie mobile ne sauraient être imposées dans le contexte d'une analyse du marché des services d'accès internet haut débit et très haut débit depuis un point fixe.

En outre, le segment du raccordement des sites capillaires des opérateurs mobiles a été rattaché jusqu'à présent au segment terminal de gros des services de capacité. Or, France Télécom a déjà expliqué dans ce cadre, et confirme à nouveau, que l'obstacle résultant d'une infrastructure difficile à dupliquer n'existait pas sur ce marché, l'écrasante majorité du parc des sites antennes étant raccordée par des solutions propres (faisceaux hertziens notamment).

L'obligation de fournir l'offre de gros de Liaisons Partielles Terminales pour sites antennes lui a pourtant été imposée par la décision 2010-0402 relative aux marchés des services de capacité, sans qu'ait été conduite l'analyse du parc total des sites à raccorder, avec l'identification des différents moyens de raccordement utilisés pour raccorder ce parc total, une estimation de la part de marché de France Télécom sur ce marché et une évaluation, à cette aune, de l'impact supposé des obstacles concurrentiels.

L'imposition d'obligations nouvelles, en dehors de tout cadre approprié d'analyse de marché, et sans appréciation des conséquences lourdes en résultant au plan opérationnel, apparaît dès lors totalement disproportionnée.



Le pragmatisme constitue la clé des évolutions des offres d'accès aux infrastructures de génie civil

Les propositions formulées, tant en ce qui concerne la convergence des offres que l'évolution des règles d'ingénierie, doivent être étudiées avec précaution et certaines ambiguïtés doivent être levées afin que certains des principes de base des offres, à savoir une utilisation optimale des ressources disponibles adaptée aux besoins des déploiements et une mise à disposition des opérateurs des informations disponibles en l'état, ne soient pas remis en cause.

L'existence de plusieurs offres n'est pas le fruit d'une volonté de complexification mais la conséquence d'une réponse adaptée aux besoins exprimés par les opérateurs selon la clientèle qu'ils desservent. En effet, il est notamment nécessaire de mettre en œuvre des processus différenciés selon que le client final est une entreprise ou un client résidentiel.

Par ailleurs, le projet de décision sur les zones moins denses prévoit l'existence d'un réseau unique pour les réseaux FTTx en aval des points de mutualisation sauf pour les réseaux déployés par les opérateurs spécialisés entreprises. L'abandon proposé de la règle du « 1+1 » ne devrait donc pas s'imposer aux déploiements pour le raccordement d'entreprises. De manière plus générale, les règles d'ingénierie ont toujours définies afin d'optimiser l'espace utilisé ce qui garantit à un nombre maximal d'opérateurs de pouvoir déployer un réseau. Elles ont toujours fait l'objet d'échanges en réunion multilatérale et, aucune solution idéale n'étant possible, c'est toujours la moins mauvaise d'entre elles qui a été retenue. Il faut donc que toute évolution puisse résulter de discussions entre opérateurs basées sur des considérations opérationnelles plutôt que de chercher à imposer des schémas intellectuels cohérents et sophistiqués susceptibles de conduire à des difficultés majeures d'application concrètes dont tous les opérateurs souffriraient.

Sur ce point, France Télécom ne peut comprendre que le projet de décision sur la tarification du génie civil prévoit de faire porter la quasi-totalité des coûts spécifiques au FTTx (désaturation ou de tubage) que France Télécom accepterait de prendre en charge financièrement aux seuls accès cuivre.

Il existe donc un risque fort que l'édifice patiemment construit soit mis en péril. France Télécom demande donc à l'ARCEP que son projet actuel de tarification pour les fourreaux soit revu sur ce point.

Offres d'accès haut débit et très haut débit activées livrées au niveau infranational (« bitstream »)

Sans remettre en cause l'existence d'un marché géographique unique, France Télécom considère que l'ARCEP devrait lever l'obligation de fourniture d'offres activées DSL livrées au niveau infranational dans les zones où à l'évidence cette obligation n'est pas nécessaire pour assurer la concurrence sur le marché de détail, cette évolution permettrait de conserver le caractère proportionné de l'obligation et serait en outre cohérente avec la recommandation de la Commission européenne sur les nouveaux réseaux d'accès. Cette zone pourrait à minima être constituée des territoires desservis par les répartiteurs dans lesquels coexistent deux infrastructures (cuivre, réseaux câblés ou en fibre, par exemple) ou pour lesquels deux opérateurs au moins utilisent l'offre de dégroupage cuivre.

France Télécom propose par ailleurs dans sa réponse une méthodologie pour la détermination des tarifs du bitstream dans le reste du territoire, une stricte orientation vers les coûts n'étant pas adaptée.



La surveillance des offres sur mesure: une obligation relevant de la régulation du marché de détail, non justifiée sur un marché non régulé.

Le marché de détail des services d'accès Internet haut et très haut débit n'étant pas identifié par la Commission européenne dans sa recommandation sur les marchés pertinents et n'étant d'ailleurs pas estimé pertinent pour la régulation par l'Autorité elle-même ni dans ce cycle d'analyse ni dans le précédent, France Télécom conteste la légitimité de cette surveillance. Contrairement au marché des services de capacité, les marchés de détail en aval du marché de gros du bitstream n'ont pas fait l'objet d'une régulation ni dans ce cycle d'analyse ni dans le précédent, il n'y a donc pas lieu d'accompagner une levée d'un dispositif quelconque existant préalablement.

En outre, en ce qui concerne le marché de détail de l'accès Internet Entreprises, il ne nécessite pas, de par la simplicité de ses offres du fait de leur caractère monosite, la mise en place d'un processus de contrôle lourd par l'Autorité.

Enfin, comme le souligne l'Autorité dans son bilan, ce marché a démontré une très forte intensité concurrentielle qui a permis le développement d'opérateurs alternatifs de premier plan. Aussi, en conformité avec le code des postes et communications électroniques qui prévoit que toute obligation doit être établie sur le marché de détail en tenant compte de la nature des obstacles au développement d'une concurrence effective sur ce marché, cette surveillance ne peut être envisagée.

Commentaires de France Télécom sur l'analyse du marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire (Marché n°4)

Page 16

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur l'inclusion des offres fondées sur les appuis aériens dans la définition du marché pertinent. Ils préciseront, le cas échéant, sur quels fondements ils estimeraient pertinent d'inclure ou d'exclure tout ou partie de ces offres.

Le présent document propose d'inclure les appuis aériens dans le périmètre de la présente analyse au regard de l'extension des besoins des opérateurs en zone non dense. A cet égard, il est indiqué que si en zone dense l'accès au génie civil souterrain permet de répondre au besoin de déploiement en fibre optique, hors de ces zones, « *les infrastructures souterraines et aériennes ne sont pas exclusives les unes des autres mais complémentaires* ».

Ce double constat permettrait d'étendre mécaniquement les obligations en matière d'accès au génie civil de France Télécom aux appuis aériens sur l'ensemble du territoire national dans la mesure où « *France Télécom possède de l'ordre de 13 millions de supports aériens en propre sur poteaux, et dispose a priori d'un nombre un peu plus importants de supports communs pour sa boucle locale cuivre au niveau de poteaux appartenant à ERDF* »

Une telle approche se heurte à plusieurs écueils.

En premier lieu, elle conduit à reconnaître que les appuis aériens seraient de manière générale dans le même marché que le génie civil. Or l'Autorité dans sa décision n° 08-0835 a considéré explicitement en zone dense que ces deux types d'infrastructures ne faisaient pas l'objet du même marché :

*« Il résulte cependant de ce qui précède que les modes de déploiement entre aérien et souterrain au niveau de la boucle locale sont exclusifs, le second mode concernant les zones les plus denses. Aussi, les cas de substitution entre des offres de mise à disposition des infrastructures correspondantes sont quasi-inexistants en pratique et un opérateur souhaitant avoir accès à ces infrastructures ne pourra donc pas les mettre en concurrence. Au niveau national, les projets de déploiement en fibre optique des opérateurs ne concernent au surplus que les zones les plus denses à l'horizon de la présente analyse. **L'ARCEP estime donc que les offres de mise à disposition d'appuis aériens ne sont pas dans le même marché que les offres d'accès aux infrastructures de génie civil.** »*

Si l'ARCEP considère désormais qu'en dehors des zones les plus denses les infrastructures de génie civil sont complémentaires, et donc substituables, elle devrait alors en toute rigueur mener une analyse spécifique sur ce périmètre afin de démontrer :

- que sur ces zones spécifiques le génie civil et les appuis aériens peuvent être substituables ;
- que les appuis aériens de France Télécom sont dans les zones concernées une infrastructure incontournable, soit parce qu'il n'existe pas de génie civil disponible, soit parce qu'il n'existerait aucune alternative en matière d'appuis aériens.

Force est de constater qu'une telle analyse n'est pas menée, le document se limite au constat que France Télécom posséderait « globalement » un nombre plus important d'appuis aériens sur le territoire pour légitimer une obligation générale d'accès à ces appuis.



Non seulement cette approche n'est pas corroborée par les propres évaluations de France Télécom sur le nombre d'appuis aériens possédés par ERDF comme nous le verrons ci-après, mais surtout elle devrait *a minima* conduire l'ARCEP à s'assurer que dans les zones où l'accès aux appuis aériens serait indispensable **seules les infrastructures de France Télécom pourraient répondre aux besoins des opérateurs.**

En second lieu, l'analyse décrite dans le document fait peser potentiellement sur France Télécom une obligation générale dont le régulateur reconnaît implicitement qu'elle pourrait être inapplicable en pratique : « *Il peut cependant exister des contraintes juridiques liées à la propriété privée, susceptibles de limiter les possibilités de partage de ces appuis par France Télécom. Il **appartient à France Télécom d'examiner la faisabilité d'un tel partage et de mettre en œuvre les conditions nécessaires pour garantir le déploiement de la fibre dans des conditions non discriminatoires.*** »

En effet l'analyse conduit à ce que le fait pour France Télécom, soit de posséder des appuis, soit d'en être le gestionnaire, imposerait à France Télécom seule de mettre en œuvre les conditions d'un déploiement de la fibre non discriminatoire entre tous les opérateurs.

Là encore un tel constat repose sur le postulat qu'un tel partage serait toujours réalisable techniquement, ou juridiquement alors même qu'il existe des obstacles à la mise en œuvre d'une telle obligation si elle devait revêtir un caractère général.

A titre d'illustration on rappellera notamment les dispositions du code général des collectivités territoriales prévoient à l'article L.2224-35 que :

*« Tout opérateur de communications électroniques autorisé par une collectivité territoriale, par un établissement public de coopération compétent pour la distribution publique d'électricité, ou par un gestionnaire de réseau public de distribution d'électricité à installer un ouvrage aérien non radioélectrique sur un support de ligne aérienne d'un réseau public de distribution d'électricité procède, **en cas de remplacement de cette ligne aérienne par une ligne souterraine à l'initiative de la collectivité ou de l'établissement précité,** au remplacement de la totalité de sa ligne aérienne en utilisant la partie aménagée à cet effet dans l'ouvrage souterrain construit en remplacement de l'ouvrage aérien commun. Les infrastructures communes de génie civil créées par la collectivité territoriale ou l'établissement public de coopération leur appartiennent ».*

Il semble en conséquence paradoxal que soit imposée une obligation réglementaire générale à France Télécom alors même qu'il pourrait être fait obstacle à l'application d'une telle obligation par les dispositions du CGCT en matière d'enfouissement.

Là encore l'analyse ne procède à aucune prise en compte des limites techniques, ou juridiques à la mise en œuvre d'une obligation d'accès aux appuis aériens qui pèserait exclusivement sur France Télécom.

En conséquence, France Télécom estime qu'il n'est ni proportionné, ni conforme aux objectifs de la régulation que ses appuis aériens soient considérés comme appartenant au marché pertinent des infrastructures de génie civil, et devant faire l'objet d'une régulation similaire sur l'ensemble du territoire.

Au-delà des biais relevés dans l'analyse, une telle approche fait nécessairement l'impasse sur la réalité technique et de marché de ces infrastructures. Même si les appuis aériens sont utilisés par France Télécom dans sa boucle locale, il paraît surprenant et injustifié que les infrastructures aériennes soient assimilées aux infrastructures souterraines dans l'analyse du marché 4, en particulier en ce qui concerne les obligations qui pourraient être imposées à France Télécom en la matière.



En effet, leurs caractéristiques diffèrent profondément sur un certain nombre de points et les éléments qui ont conduit à imposer à France Télécom une offre d'accès à ses infrastructures souterraines de génie civil n'existent pas dans le cas de l'aérien, comme cela est démontré ci-après. En conséquence, France Télécom considère qu'une offre d'accès à ses poteaux ne peut résulter d'une obligation au titre de la présente analyse de marché, ce qui ne signifie nullement que France Télécom soit opposée à proposer une offre commerciale tenant compte des caractéristiques des infrastructures aériennes, dans le contexte à venir de déploiement de boucles locales de nouvelle génération.

En premier lieu, le domaine des appuis aériens comporte de nombreux acteurs et France Télécom n'est pas l'acteur principal en termes de volume de poteaux dont il est propriétaire.

France Télécom n'est pas en mesure de proposer un état des lieux exhaustif des poteaux existants mais peut indiquer qu'elle dispose d'un patrimoine de 13 millions d'appuis aériens alors que nous estimons qu'ERDF dispose en propre de plus de 17 millions d'appuis auxquels il faudrait rajouter les appuis d'éclairage public et les réseaux de syndicats d'énergie locaux. Ainsi, en zone urbaine les opérateurs de réseaux filaires (distribution de l'énergie) disposent d'un patrimoine d'appuis incontournable pour un opérateur désirant déployer des réseaux en fibres optiques et que France Télécom utilise dans des proportions importantes pour ses propres réseaux.

On voit donc que compte tenu de son poids, le réseau d'appuis aériens d'ERDF est totalement indispensable sur une partie significative des communes françaises pour le déploiement de réseaux de communications électroniques y compris pour le réseau cuivre de France Télécom. Il est souhaitable que l'Arcep tienne compte de cette situation dans son analyse.¹

Au-delà, dans les zones où coexistent le réseau aérien de France Télécom et celui d'ERDF, il convient d'en souligner la forte substituabilité. En effet :

- le réseau électrique a la même capillarité que le réseau historique cuivre de France Télécom,
- les freins à l'utilisation des appuis ERDF liés aux nuisances électromagnétiques disparaissent avec le déploiement de la technologie optique.

Il serait ainsi légitime de s'interroger sur la substituabilité entre le génie civil de France Télécom et les appuis ERDF sur certaines artères. Or une telle étude n'est pas menée au titre de la présente analyse²

Par ailleurs, une analyse plus technique montre aussi qu'il existe une différence de fond entre le réseau aérien et le réseau souterrain. Ainsi, les règles d'ingénierie régissant ces deux types d'infrastructures ne sont pas comparables ni surtout transposables de l'une à l'autre. Les contraintes techniques, les règles d'exploitation, les obligations (implantation sur domaine public, dissimulations des réseaux, desserte en domaine privé) ne permettent pas un rapprochement avec l'exploitation des réseaux déployés dans des infrastructures souterraines.

A titre d'exemple, une infrastructure aérienne est très rapidement limitée en nombre et type de câbles supportés contrairement aux possibilités proposées par une infrastructure souterraine, ce qui donnait tout son sens à une offre d'accès aux fourreaux existants. Il convient aussi d'être vigilant sur le problème spécifique de sécurité des personnes et des biens.

¹ Au §3.2.2.4, L'ARCEP évoque un « contre-pouvoir limité d'ERDF » mais souligne malgré tout le caractère indispensable dans certains cas des poteaux ERDF.

² L'Arcep reconnaît que les appuis ERDF rentrent dans le champ des communications électroniques puisqu'elle suggère au § 4.2.3.3 d'étendre l'obligation d'accès aux appuis ERDF accueillant à la fois des réseaux de CE et des réseaux de distribution d'énergie mais sans en tirer les conséquences

L'ARCEP a entendu « *reconduire la même analyse en terme de délimitation de marché pertinent en l'élargissant pour y inclure l'accès aux infrastructures de génie civil aérien* ».

Outre, le caractère contestable de l'inclusion de l'aérien dans ce marché évoqué ci-dessus, France Télécom entend rappeler qu'elle a eu l'occasion lors du cycle précédent de faire état du caractère contestable des contours de ce marché. Elle n'entend pas revenir sur l'ensemble des arguments alors développés mais insister à nouveau sur le caractère hautement contestable de la définition d'un marché global incluant le dégroupage de la boucle locale cuivre et les offres d'accès au génie civil.

L'Autorité s'appuie sur la note explicative accompagnant la recommandation « marchés pertinents » du 17 décembre 2007, la Commission européenne estime que l'évolution technologique conduit à inclure dans le marché pertinent toute infrastructure physique nécessaire à la livraison des services fixes au client final.

Cette position, aux conséquences particulièrement lourdes en termes de régulation, apparaît non seulement très contestable en droit mais surtout très peu réaliste en fait.

Rappelons tout d'abord que si la Commission a créé un lien entre génie civil et dégroupage de la boucle locale cuivre, c'est pour promouvoir le développement des réseaux très haut débit. En effet, ces réseaux se développent dans la plupart des pays de l'Union sur une architecture VDSL, incluant donc une partie de la boucle locale cuivre. Compte tenu des architectures retenues en France par les différents opérateurs, rattacher l'accès au génie civil à l'accès à la boucle locale cuivre n'apporte pas grand chose pour le déploiement de boucles locales fibre, considérées comme non substituables à la paire de cuivre.

Cette approche visant à considérer comme substituable le dégroupage et l'accès au génie civil fait abstraction des principes édictés dans les lignes directrices de la Commission concernant la substituabilité³.

Il est en effet constant que l'analyse de la substituabilité doit intégrer plusieurs dimensions, notamment les délais de mise en œuvre de la substitution potentielle et les investissements nécessaires à cette substitution.

Ainsi, du point de vue de la demande, le déploiement d'une boucle locale par un opérateur implique des délais conséquents et des investissements de plusieurs milliards d'euros. De plus, cette substituabilité est asymétrique : si un opérateur a déployé sa propre boucle locale en fibre, il serait inefficace pour lui de continuer à acheter l'offre de dégroupage de la boucle locale cuivre dans sa zone de couverture. Il n'y utilisera plus que son propre réseau fibre.

Cette substituabilité du côté de la demande est donc non seulement longue et coûteuse, mais également asymétrique. Or, les lignes directrices précisent la conclusion à tirer dans un tel cas : « *dans une situation où les utilisateurs finals doivent supporter des coûts d'adaptation importants pour substituer le produit A au produit B, ces deux produits ne doivent pas être inclus dans le même marché pertinent* »⁴.

³ Lignes directrices de la Commission sur l'analyse du marché et l'évaluation de la puissance sur le marché en application du cadre réglementaire communautaire pour les réseaux et les services de communications électroniques.

⁴ Dans le cas présent le terme utilisateurs finals renvoie aux demandeurs c'est-à-dire aux opérateurs qui achètent le dégroupage.



De plus, l'accès au génie civil est insuffisant pour qu'un opérateur le substitue purement et simplement au dégroupage de la boucle locale cuivre. Les fourreaux de la boucle locale de France Télécom ne raccordent pas les clients finals. Ils desservent seulement leurs immeubles d'habitation. Cette seule offre ne permet donc pas d'atteindre le client final, mais doit être complétée par une capacité d'accès au câblage interne en pied d'immeuble.

L'ARCEP relève que *« l'accès à la boucle locale et l'accès aux fourreaux présentent des caractéristiques concurrentielles communes »* :

- *d'un point de vue économique, le génie civil constitue le principal inducteur de coût de la boucle locale ;*
- *la boucle locale cuivre et les fourreaux de l'opérateur historique peuvent être qualifiés d'infrastructures essentielles, et s'avèrent, à ce titre, impossible à répliquer dans leur ensemble par un opérateur tiers ».*

Le poids du génie civil dans le coût de la boucle locale ne justifie cependant ici encore en rien la substituabilité alléguée.

De même, à supposer avérée la qualification en infrastructure essentielle du génie civil de France Télécom, ce qui est contestable, l'on ne comprend nullement en quoi cette qualification devrait induire une quelconque substituabilité entre génie civil et paire de cuivre.

Appréhender les offres de génie civil sous l'angle de la substituabilité et de la définition des marchés apparaît, dans le contexte national, non pertinent. L'accès au génie civil n'est raisonnablement ni substituable à l'accès à la boucle locale cuivre, ni substituable à l'accès aux boucles locales très haut débit. En revanche, il est probablement une condition du déploiement des réseaux très haut débit dans un certain nombre de zones géographiques. A cet égard, il apparaît comme **un remède à d'éventuelles difficultés de déploiement des boucles locales très haut débit**.

Cette analyse est compatible avec les propres constatations de la Commission selon lesquelles : *« l'accès aux fourreaux peut constituer un **remède** pertinent pour l'accès aux réseaux d'infrastructures physiques **dans la perspective du très haut débit** ».*

L'analyse menée sur la dimension géographique des offres d'accès au génie civil de la boucle locale montre également le caractère de l'inclusion dans le même marché du dégroupage de la boucle locale et de l'accès au génie civil.

L'analyse de l'ARCEP ne prend pas suffisamment en compte l'existence d'offres de génie civil alternatives pourtant utilisées par les opérateurs qui ont déployé à ce jour des boucles locales optique.

Ainsi, en ayant exclusivement recours à des offres locales - et alternatives - de génie civil, Free a procédé à des déploiements FTTH dans un nombre déjà significatif de villes cibles : Paris et quartiers dans les Hauts-de-Seine, Lyon et quartiers de sa banlieue, Marseille, Montpellier, Valence, Reims, Villeurbanne, Valenciennes et Strasbourg. De même, SFR a notamment déployé à Paris, en banlieue parisienne et à Pau.

Numericable indique enfin que ses 9,3 millions de prises « câble » existantes sont issues de différents rachats, environ 60 % d'entre elles concernant les réseaux du « plan câble » pour lesquels elle dispose de droits d'usage dans les infrastructures de génie civil de France Télécom, les 40 % restant concernant les réseaux « nouvelle donne » et les réseaux construits par TDF où elle est généralement propriétaire des infrastructures de génie civil sous-jacentes. A ce jour, 1 492 communes bénéficient ainsi d'un réseau câblé, dont 1 251 avec un génie civil alternatif à celui de France Télécom et intégrant qui plus est l'adduction.

Les principaux opérateurs actifs sur le marché du très haut débit disposent donc tous, d'ores et déjà, de droits sur différents types de génie civil locaux qui leur ont permis d'effectuer des déploiements parfois conséquents.



Dans les zones urbaines, le génie civil de France Télécom ne constitue pas la seule infrastructure existante susceptible de pouvoir accueillir les déploiements très haut débit. L'Autorité admet elle-même la substituabilité des offres locales de génie civil des collectivités avec celles de France Télécom ; cette même conclusion s'appliquant au génie civil détenu par Numericable. L'occupation des galeries visitables des réseaux d'assainissement constitue en outre et d'évidence une alternative locale aux offres de génie civil de France Télécom à Paris, Lyon et Marseille. Bien que rejetée par l'ARCEP dans son analyse, cette substituabilité est un fait puisque les opérateurs y ont effectivement recours.

Cette utilisation par les opérateurs de génie civil alternatif pour déployer leurs réseaux très haut débit montre que ce génie civil alternatif constitue bien un substitut à celui de France Télécom.

De même, l'analyse de l'ARCEP ne prend qu'insuffisamment en compte le fait que France Télécom ne peut pas commercialiser d'offre de génie civil sur l'ensemble du territoire. En effet, l'ensemble du territoire n'est pas maillé d'infrastructures de génie civil « desservant » l'ensemble de la population. Comme le soulignait l'ARCEP dans sa consultation publique de juillet 2007 sur « *la situation concurrentielle des fourreaux de communications électroniques et leur régulation éventuelle* », les fourreaux existants de la boucle locale téléphonique ne couvrent que les zones denses urbaines et périurbaines du territoire, ce qui ne constitue pas une empreinte de dimension nationale.

Par ailleurs, ces fourreaux présentent une grande hétérogénéité de consistance et d'occupation. Ainsi, soulignons la multiplicité des régimes juridiques auxquels est soumis le génie civil de France Télécom en fonction de son implantation (domaine public routier, domaine public non routier, domaine privé des collectivités, ZAC, propriétés privées...), mais aussi son caractère multiforme qui se caractérise par son état, la qualité de sa cartographie, sa densité, sa disponibilité en fonction des tronçons, son coût de construction et d'entretien, etc.

L'offre de génie civil de France Télécom ne revêt donc nullement le caractère national que peut avoir la boucle locale cuivre qui, elle, raccorde et dessert les utilisateurs finals en chaque point du territoire et qui, toujours en chaque point du territoire, est constitutive d'une infrastructure essentielle incontournable.

L'analyse de la dimension géographique du marché démontre donc le caractère inadapté d'une définition de marché qui inclut dans le même périmètre de produits et services accès à la boucle locale cuivre et accès au génie civil.

En revanche, percevoir les offres d'accès au génie civil non plus comme des offres substituables aux accès à la boucle locale cuivre mais comme un remède aux difficultés éventuelles de déploiement des boucles locales très haut débit, permet bien de tenir compte de la dimension locale de l'offre et de la demande de génie civil. En effet, les remèdes doivent être modulés pour rester en toutes circonstances proportionnés aux contraintes qu'ils permettent de lever. Un remède peut ainsi n'être imposé que dans certaines zones géographiques,

Page 27

| |
|--|
| <i>Les acteurs sont invités à formuler leurs observations sur l'analyse menée par l'Autorité et la désignation de France Télécom comme opérateur exerçant une influence significative sur ce marché.</i> |
|--|

France Télécom ne partage pas l'analyse de la puissance de marché telle que proposée par l'ARCEP ;

France Télécom ne dispose en effet d'aucune position dominante sur les boucles locales fibre. France Télécom est bien loin de posséder une quelconque avance décisive sur le marché



De plus, ce marché est caractérisé par la position de « *leader incontesté du déploiement de la fibre optique pour les réseaux résidentiels* » détenue et revendiquée par Numericable du fait de ses réseaux préexistants, et par son avance très importante en termes d'implantations géographiques, de prises raccordables et de prises raccordées, sur l'ensemble de ses concurrents dont France Télécom. Ces points ont été évoqués en détail plus haut.

L'influence significative sur le marché caractérisée par l'Autorité n'apporte pourtant aucune nuance sur le très haut débit. L'Autorité souligne au contraire : « *il apparaît que France Télécom du fait de la maîtrise des infrastructures de génie civil et de ses avantages matériels et immatériels, bénéficie d'un pouvoir de marché sur l'ensemble des marchés situés en aval et dépendant de l'accès à ces infrastructures* »... donc notamment sur le marché des boucles locales très haut débit.

France Télécom a pourtant démontré que la maîtrise de ses infrastructures de génie civil ne saurait lui permettre d'entraver la concurrence qui lui est livrée sur le très haut débit : d'une part ce n'est que localement et non nationalement que son génie civil est incontournable. Ici encore la position dominante prêtée à France Télécom sur le génie civil ne peut être définie à l'échelle de l'ensemble du territoire compte tenu notamment des solutions alternatives locales existantes et effectivement utilisées ; d'autre part, et contrairement à ce qu'affirme l'Autorité, il existe bien sur les infrastructures de génie civil un réel contrepouvoir d'acheteur.

A ce sujet, si France Télécom ne conteste pas que ses infrastructures de génie civil de la boucle locale puissent être globalement difficilement duplicables, il n'est toutefois pas évident que la construction d'infrastructures de génie civil alternatives, dans des zones locales ciblées à forte densité urbaine, soulève une telle impossibilité totale ni même une difficulté déraisonnable. Et ce d'autant moins que, c'est sur une telle durée de long terme qu'il y a lieu économiquement, d'appréhender l'amortissement et la rentabilité des investissements initiaux de construction des boucles très haut débit, en prenant en compte les éventuelles économies sur les frais de dégroupage. .

Enfin, le débat ne peut occulter le fait que la longueur linéaire de génie civil détenu par un opérateur n'est pas nécessairement une marque de sa puissance potentielle de marché sur le très haut débit. Ainsi, dans sa réponse d'octobre 2007 à la consultation publique de l'Autorité sur les fourreaux, Numericable rappelle que, hors l'occupation du génie civil de France Télécom dans les réseaux du plan câble, elle détient en propriété environ 24 000 km linéaires de génie civil et plus de 11 000 km de fourreaux couvrant plus de 4 millions de foyers.

L'Autorité ne peut donc caractériser le pouvoir de marché de France Télécom sans de fortes nuances locales, surtout dans la perspective du déploiement des réseaux locaux très haut débit. La maîtrise par France Télécom du génie civil de la boucle locale cuivre n'exclut en effet nullement l'existence, dans les zones de déploiement de contre pouvoirs d'acheteur ou de solutions alternatives adaptées et effectives.

Remarque sur un point particulier :

France Télécom souhaite apporter des précisions quant aux paragraphes introductifs à cette question.⁵ En effet, les prix de construction d'une infrastructure souterraine sont très variables et dépendent très fortement du contexte de réalisation (zones urbaines ou pas, type de terrain dur ou pas, dimension et type de l'ouvrage réalisé). La fourchette indiquée dans le document ne peut donc pas être généralisée sans plus de précisions dans le texte.

De même, l'appréciation du coût d'une technique ne saurait être dissociée du contexte qui pèse de façon significative – contexte urbain, règlement de voirie, condition de mise en œuvre etc. France Télécom note que l'Arcep affiche un prix de location du tuyau au niveau de 1 € qui est actuellement pratiqué par les collectivités locales.

⁵ § 3.2.2.1 et 3.2.2.2

Page 34

L'Autorité invite les acteurs à lui faire de leurs observations relatives aux évolutions décrites en matière d'accès à la sous-boucle. En particulier, l'Autorité invite les acteurs à faire des propositions concernant la priorisation des commandes de raccordement à la sous-boucle.

La capacité de production de France Télécom pour tous les travaux de réaménagement de la boucle locale (opération préalable à tout raccordement des équipements à la sous-boucle, que ce soit en mono-injection ou en bi-injection) n'est évidemment pas illimitée. Dans tous les cas, une répartition homogène des commandes sur le territoire est un pré requis pour atteindre une capacité maximale au niveau national ; les transferts entre les unités de production, chacune gérant le territoire d'une zone de numérotation, ne sont en effet pas envisageables.

D'éventuelles demandes massives de réaménagement de boucle locale excédant les capacités de production de France Télécom, nécessitent la définition et l'application de règles de priorisation adaptées. Sur ce sujet de la priorisation des demandes de réaménagement de boucle locale, France Télécom souhaite faire plusieurs commentaires. En premier lieu, les opérations de réaménagement de réseau pour les besoins propres du service universel doivent rester prioritaires sur toutes les autres ; en second lieu, les opérations liées à la résorption de zones d'ombre ADSL, doivent être considérées comme prioritaires. Les opérations se limitant à de la montée en débit doivent se partager la capacité de production résiduelle.

France Télécom estime n'avoir aucune légitimité pour déterminer des règles de priorisation entre les opérations de ce type. Dans le cas général, les demandes ont vocation à être traitées suivant leur ordre d'arrivée au sein de chaque unité de production. Afin de limiter le risque d'engorgement de traitement de demandes liées à la montée en débit, France Télécom estime que l'approche la plus appropriée serait de définir *a priori* des critères objectifs d'éligibilité permettant de limiter le nombre de sous-répartitions candidates à de la montée en débit et de consacrer les capacités de production limitées aux opérations présentant objectivement le plus d'intérêt en la matière. Ces critères pourraient porter, par exemple, sur un nombre minimal de lignes inéligibles à 2Mbit/s pour que le sous-répartiteur puisse être intégré dans un projet de montée en débit. Ce nombre pourrait être de 40 lignes par SR.

Page 36

L'Autorité invite les acteurs à commenter le processus de migration des accès lors d'un projet de montée en débit via l'accès à la sous-boucle en mono-injection, en complétant si besoin les situations de migrations identifiées ci-dessus et en proposant les éventuelles règles et processus de migration pouvant répondre au besoins d'efficacité, de simplicité et de fluidité des opérateurs alternatifs.

L'Autorité a mis en place un groupe de travail multilatéral sur la montée en débit ; ce groupe de travail doit traiter, outre les aspects économiques et les spécifications techniques de l'hébergement et de la collecte mutualisés, les différentes étapes de la mise en œuvre opérationnelle de la montée en débit. La phase de migration des accès est une des étapes de cette mise en œuvre opérationnelle et pourra être traitée avec pertinence par ce groupe.

Page 38

L'Autorité invite les acteurs à commenter son analyse en ce qui concerne l'hébergement à la boucle locale et à la sous-boucle locale et à détailler les mesures qui pourraient être prises pour rendre possible et rentable l'hébergement sur les très petits sites.

La moitié des répartiteurs dont la taille est située entre 1000 et 2000 lignes est déjà dégroupée soit plus de 1300 NRA, en majorité sur des solutions d'hébergement local. Il n'est donc pas justifié de considérer que les solutions actuelles sont inadaptées.



Toutefois, plusieurs solutions d'hébergement étant possibles sur cette taille de NRA, il semble opportun de clarifier le positionnement des différentes solutions d'hébergement pour donner une meilleure visibilité de leur domaine d'emploi en fonction de la taille du NRA.

A ce titre, France Télécom propose de réserver :

- l'Espace Dédié sur tous les NRA de plus de 5000 lignes
- l'Espace Restreint sur les NRA de moins de 5000 lignes

Et propose les évolutions suivantes :

Les salles de cohabitation et les très petits sites ne seraient plus proposés comme solutions d'hébergement sur les nouveaux NRA mais continueront bien sûr d'être suivis et maintenus sur tous les NRA en bénéficiant déjà.

Par ailleurs, pour de plus petits NRA, dont la taille nécessiterait une certaine optimisation des ressources notamment sur le répartiteur général, France Télécom pourrait étudier un nouveau type d'hébergement, en modifiant l'ingénierie standard par l'augmentation de la capacité des réglettes de renvois, 192 paires au lieu de 128, permettant le raccordement de 3 câbles 64 paires de plusieurs opérateurs. Cette modularité de câbles est plus adaptée pour de petits NRA et permet d'optimiser le raccordement des équipements des opérateurs. Toutefois, cette concentration plus forte sur un même emplacement de réglette rend plus difficile l'exploitation des jarretières sur le répartiteur. Et ce d'autant plus si le nombre de ces réglettes ou la taille du répartiteur est important. Aussi, nous estimons que cette solution doit être réservée aux NRA dont le répartiteur général dispose au maximum de 10 fermes verticales⁶ pour l'accueil des câbles cuivre. De plus, la taille de ces NRA étant réduite, les opérateurs pourraient raccorder leurs équipements directement sur le répartiteur optique sans avoir à commander un lien intra bâtiment.

Page 41

L'Autorité invite les acteurs d'une part à commenter son analyse sur le bien fondé d'une obligation de résultat portant sur l'offre LFO pour le raccordement des NRA au potentiel avéré de dégroupage, et, d'autre part, à lui faire part d'éventuelles propositions d'évolutions.

L'obligation qui peut être imposée à France Télécom, dans le cadre des remèdes sur le marché 4, ne peut porter que sur la mise à disposition de ressources existantes et en l'état, sans réalisation de travaux neufs ou d'aménagements sur le réseau existant. Imposer une obligation de résultat quant à la fourniture de LFO nécessiterait dans de nombreux cas le déploiement d'éléments de réseau non existants et cette proposition ne peut qu'être écartée.

France Télécom s'interroge sur la signification de la notion de « *potentiel avéré de dégroupage* » et demande à l'ARCEP d'éclaircir cette notion avant de pouvoir se prononcer.

S'agissant d'une éventuelle évolution de l'offre LFO avec notamment la fourniture d'une seule fibre, France Télécom est disposée à mener une telle étude. Cependant, il faut souligner au préalable que :

- compte tenu des difficultés de mise en œuvre, ceci ne pourrait concerner que les répartiteurs sans opérateurs en dégroupage (pour ceux qui sont dégroupés par un opérateur, une option de mutualisation est déjà proposée dans l'offre actuelle)
- une expérimentation opérationnelle serait indispensable afin de tester les processus notamment au vu d'un mode de gestion plus complexe des fibres optiques (elles sont aujourd'hui gérées par paires)
- la fourniture de fibre à l'unité conduirait à ce que sur les NRA concernés des fibres orphelines le plus souvent inutilisables voient le jour. En outre, l'usage d'une seule fibre ne modifiera en rien les coûts supportés par France Télécom. Ceci ne pourra donc pas conduire à une forte baisse des tarifs et, en tout état de cause il ne saurait être envisagé de diviser par 2 les tarifs.

⁶ Les 10 fermes s'entendent dans le cas des répartiteurs monoface. Pour un répartiteur double face, le plafond s'entend pour 5 fermes verticales et 5 fermes horizontales.

Réponse regroupées aux questions des pages 43, 51 pour le marché 4 et de la page 36 pour le marché 5

L'Autorité invite les acteurs à lui faire de leurs observations relatives à une obligation d'accès portant désormais sur le raccordement en dégroupage des éléments de réseaux distants.

L'Autorité invite les acteurs à lui faire de leurs observations relatives à une telle obligation d'accès portant sur le raccordement des éléments de réseaux distants via les offres d'accès aux infrastructures de génie civil de France Télécom.

À la vue des éléments présentés, la demande des opérateurs d'utiliser les offres de gros activées livrées au niveau infranational pour le raccordement d'éléments de réseaux, et notamment les stations de base mobiles, semble, prima facie, constituer une demande raisonnable d'accès. Concernant spécifiquement les offres de gros activées livrées au niveau infranational, France Télécom est invitée à répondre favorablement à cette demande notamment au vu du 9° du D. 310 du CPCE

France Télécom note qu'ont été incorporées dans le document d'analyse de marché deux questions et une affirmation relatives à des obligations de gros sans rapport avec le marché de détail analysé : Elle s'étonne à plusieurs titres de l'insertion de ces points dans l'analyse de marché du haut et du très haut débit.

- 1- Des remèdes ne peuvent être envisagés sur un marché qu'à l'issue d'un processus d'analyse dont les modalités ont été définies par la Commission Européenne. L'objectif essentiel de cette analyse consiste à qualifier et quantifier les obstacles élevés et non provisoires à l'exercice d'une concurrence effective sur le marché de détail ou le marché de gros, dont le périmètre doit au reste être défini en référence à celui du marché de détail.

Le cadre d'analyse défini par la Commission impose en effet de procéder, pour toute analyse de marché, à la définition du marché pertinent, à la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché, enfin à l'imposition d'obligations justifiées et proportionnées au regard des problèmes concurrentiels constatés.

- 1.1. S'agissant du marché de détail tout d'abord, des obligations portant leur effet sur le marché de détail des services de téléphonie mobile ne sauraient être imposées dans un contexte d'analyse du marché des services internet depuis un point fixe.

La note explicative de la Commission européenne sur les marchés pertinents indique que le point de départ d'une analyse de marché est la définition du marché pertinent de détail, le périmètre du marché de gros s'en déduisant :

"The starting point for the identification of markets susceptible to ex ante regulation is the definition of retail markets over a given time horizon⁹, taking into account demand-side and supply-side substitutability¹⁰. Having defined retail markets, which are markets involving the supply and demand of end-users, it is then appropriate to identify the corresponding wholesale markets which are markets involving the demand and supply of products to a third party wishing to supply end-users."⁷

⁹ **Ex ante regulation addresses a lack of effective competition that is expected to persist over a given horizon.** Therefore, the time horizon for market definition and identification for the purposes of this Recommendation should tie in with the period during which possible ex ante regulatory remedies are likely to be imposed. The period may depend on whether an existing obligation is being maintained or reviewed, or a new obligation is being imposed.

¹⁰ See section 2 of the SMP Guidelines

⁷ page 6 de l' « Explanatory Note » de la Commission européenne sur les marchés pertinents (C(2007) 5406)

Le marché de détail du haut débit est défini dans ce document comme celui des services d'accès internet haut débit sur DSL ou technologies équivalentes ou câbles modems⁸ :

La définition du marché de détail proposée dans la présente analyse de marché n'est pas différente :

« Il est entendu par « **offres de haut débit** » les offres de détail permettant d'accéder avec un haut débit aux applications et services les plus répandus sur Internet. Ceci correspond à ce jour à un débit nominal supérieur ou égal à 512 kbit/s. (...) »

Les technologies DSL, déployées sur la boucle locale cuivre, sont aujourd'hui les technologies les plus répandues pour la fourniture d'accès haut débit, et représentaient 18,8 millions d'accès haut débit au 31 mars 2010. »

« Il est entendu par « **offres très haut débit** » les offres de services de communications électroniques proposées sur le marché de détail et incluant un service d'accès à Internet avec un débit crête descendant supérieur à 50 Mbit/s et un débit crête remontant supérieur à 5 Mbit/s.(...) »

Sur un plan technologique, le déploiement du très haut débit consiste à rapprocher la fibre de l'abonné. (...) Au 31 mars 2010, 860 000 logements étaient d'ores et déjà éligibles à des offres de fibre optique jusqu'à l'abonné. »⁹

En conformité avec l' « Explanatory Note » de la Commission Européenne précédemment citée, les marchés de gros correspondants sont donc ceux qui permettent de servir des opérateurs tiers souhaitant fournir les services de détail ci-dessus définis aux utilisateurs finaux.

Ceci se reflète également dans les définitions proposées dans le présent document d'analyse :

« Dans la partie II du présent document relative à la définition du marché pertinent, l'Autorité délimite ainsi de manière successive, au terme d'une analyse de substituabilité, deux segments au sein du présent marché : celui des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire **pour le haut débit** d'une part et celui des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire **pour le très haut débit d'autre part**. »

L'Autorité conclut ensuite à la substituabilité de ces deux segments de marché à l'horizon de la présente analyse et, par suite, **à la définition d'un marché global des offres de gros d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire.**»¹⁰

Cette boucle locale filaire est bien « une paire de cuivre torsadée, dénommée dans l'analyse qui suit « boucle locale cuivre », qui va **du Nœud de Raccordement d'Abonnés** (ci-après NRA, siège du répartiteur principal) **jusqu'à l'abonné.** »¹¹

L'analyse proposée est donc parfaitement cohérente entre marché de détail et marché de gros, et les éléments de réseau des opérateurs mobiles n'y ont aucune place !

Les sites radio ne participent aucunement à la formation des services d'accès internet depuis un point fixe et ne relèvent donc pas de ce marché pertinent. Les sites radio contribuent en revanche à la fourniture des services mobiles de détail qui sont totalement distincts des services fixes haut et très haut débit.

⁸ page 29 de l' « Explanatory Note »

⁹ page 57 du document d'analyse

¹⁰ page 59 du document

¹¹ ibidem



Ainsi, le point 9° de l'article D. 310 du CPCE, invoqué dans le document d'analyse pour légitimer l'utilisation du bitstream pour le raccordement des éléments de réseau, recouvre la possibilité pour l'Autorité d'imposer une obligation « **d'interconnecter des réseaux ou des moyens qui y sont associés** », « notamment lorsqu'elle considère qu'un refus d'accorder l'accès ou des modalités et conditions déraisonnables ayant un effet similaire **empêcheraient l'émergence d'un marché de détail concurrentiel durable** ou risqueraient d'être préjudiciables aux utilisateurs finaux. »

En quoi les sites radio sont-ils susceptibles de contribuer à « l'émergence » d'un marché de détail concurrentiel durable sur le haut et le très haut débit depuis un point fixe ?

Les sites radio participent à la formation des services de détail mobiles : si l'absence des obligations ci-dessus avaient été un facteur déterminant de l'émergence de la concurrence sur ce marché de détail, ou de l'exercice de la concurrence dans des conditions non **discriminatoires sur ce marché, il apparaît que la réglementation, ou l'Autorité de Concurrence, auraient dû s'emparer de ce sujet depuis longtemps, et l'état de la concurrence sur ce marché devrait témoigner des obstacles effectivement rencontrés.** Ceci n'a évidemment pas eu lieu d'être car les opérateurs mobiles tiers ont largement démontré leur capacité à se développer sur le marché de détail mobile sans qu'une quelconque obligation réglementaire de raccordement d'éléments de réseau distants n'ait été imposée au groupe France Télécom. Ils n'ont en outre jamais souffert d'un quelconque traitement discriminatoire par rapport aux opérateurs mobiles du groupe France Télécom, du fait de l'existence de l'offre commerciale Aircom (cf paragraphe 1.2 infra) de France Télécom commercialisée par la Division Opérateurs de France Télécom (Divop) à tous les opérateurs mobiles, les opérateurs tiers comme les filiales du groupe France Télécom.

En tout état de cause, c'est dans le cadre d'une analyse du marché de détail des services mobiles qu'il conviendrait de démontrer que les obligations proposées sont indispensables à l'exercice d'une concurrence effective sur ce marché.

1.2. S'agissant du marché de gros ensuite, en supposant qu'il soit pertinent d'identifier un « marché de gros du raccordement des antennes mobiles », l'analyse du fonctionnement de ce marché doit être conduite en respectant les principes définis par la Commission Européenne.

- Depuis l'analyse de marché 2006-0592, procéder à une analyse de marché dans le respect des principes d'analyse définis par la CE (« analyse des 3 critères ») a été jugé inutile, au motif que les liaisons louées ne seraient substituables par aucun autre produit.

Il convient de rappeler que l'analyse de marché des services de capacité 2006-0592 avait identifié un segment terminal de gros pour le raccordement des sites capillaires de réseau mobile et avait constaté que France Télécom proposait aux opérateurs mobiles l'offre de gros commerciale AIRCOM pour relier leurs BTS à leurs BSC.

France Télécom a en effet défini dès l'origine, pour la desserte de ses antennes mobiles et celle des opérateurs tiers, une offre adaptée à ce besoin, AIRCOM, s'appuyant notamment sur des liaisons louées. France Télécom a proposé AIRCOM à tous les opérateurs mobiles dans des conditions rigoureusement non discriminatoires, faisant ainsi bénéficier les opérateurs mobiles tiers des économies d'échelle permises par la contribution de ses propres volumes.

Cependant, alors qu'Orange utilise AIRCOM pour la totalité de ses besoins, les opérateurs mobiles tiers recourent majoritairement à des solutions qu'ils mettent en œuvre et exploitent eux-mêmes pour le raccordement de leurs antennes mobiles à leurs nœuds de réseau et n'utilisent AIRCOM qu'en complément de couverture.



France Télécom avait indiqué qu'il convenait en conséquence d'inclure les solutions propres, à base notamment de faisceaux hertziens, dans l'analyse de ce segment terminal de raccordement des sites capillaires de réseau mobile. Ces solutions, utilisées de façon très majoritaire par les opérateurs mobiles, confèrent en effet à ces derniers un contre-pouvoir, lié à leur capacité d'auto-produire les services dont ils ont besoin, qui interdit à France Télécom l'exercice d'un pouvoir de marché.

France Télécom avait donc insisté sur le fait que l'obstacle résultant d'une infrastructure difficile à dupliquer n'existait pas sur ce marché, l'écrasante majorité du parc des sites antennes étant raccordée en propre par des solutions radio (faisceaux hertziens).

Avant toute conclusion en matière d'obligation éventuelle à définir en la matière, il conviendrait de conduire une analyse incluant au minimum une quantification du parc total des sites à raccorder, l'identification des différents moyens de raccordement utilisés pour raccorder ce parc total, une estimation de la part de marché de France Télécom sur ce marché et une évaluation, à cette aune, de l'impact supposé des obstacles concurrentiels.

L'analyse 2006-0592 a pourtant rejeté toute analyse quantitative objective, pour s'en tenir à une pétition de principes selon laquelle les liaisons louées ne sauraient être substituées par les faisceaux hertziens. Les motifs « techniques » invoqués pour s'abstenir d'une analyse conforme au cadre réglementaire étaient, et demeurent, extrêmement contestables :

- **limitation en distance de la portée des solutions radio alternatives**
Certes les distances sont limitées par rapport à la fréquence et à la puissance utilisées mais les opérateurs parviennent à chaîner plusieurs faisceaux en bords consécutifs entre 4 et 8 km avec des débits de 4 à 155 Mbits ce qui leur permet de raccorder l'essentiel de leur parc. Ils peuvent aussi s'appuyer sur la fibre optique.
- **disponibilité théorique inférieure du fait des limitations inhérentes à la propagation**
Pourtant Bouygues Télécom s'est vu reconnaître par l'Autorité la meilleure qualité de réseau en 2005, avec un réseau composé alors à plus de 85% de faisceaux hertziens.
- **éligibilité moindre que celle des liaisons louées en raison des contraintes environnementales** croissantes et des difficultés que peuvent engendrer les installations hertziennes auprès des bailleurs, particulièrement dans les zones urbaines.
Les contraintes sont les mêmes pour les BTS et Node B. Dans presque tous les cas le mat des antennes ou les terrasses hébergent à la fois la ou les paraboles pour les faisceaux et les antennes des BTS ou Node B. Généralement, s'il y a éligibilité pour une antenne, il y a aussi éligibilité pour les paraboles.
- **un opérateur offrant des liaisons louées ne serait pas en capacité de proposer rapidement des faisceaux hertziens à ses clients.**
Un faisceau peut être composé de plusieurs canaux que l'on peut attribuer à plusieurs équipements radio et il est donc tout à fait possible d'attribuer un ou plusieurs canaux à d'autres opérateurs. Si le point haut est déjà équipé et qu'il y a de la capacité disponible sur le faisceau ou que l'équipement permet des upgrades, la mise en service peut être rapide.
SFR et Bouygues Télécom pourraient à l'évidence proposer des faisceaux hertziens car ils disposent des compétences requises en interne. Quant à l'argument de rapidité, il est discutable. Pour un nouveau site la durée n'est pas beaucoup plus importante que pour l'installation de la BTS ou du Node B, la mise en service de l'antenne peut être simultanée à celle du faisceau.

[I..].



La Commission Européenne n'a entériné à aucun moment cette partie de l'analyse 2006-0592 dans son avis du 24 Juillet 2006.¹²

Cependant, cette analyse « de principe » ayant été imposée par la décision 2006-0592, et déclinée en obligations également « de principe » par l'analyse de marché 2010-0402, soit il est maintenu que les liaisons louées ne sont substituables par aucun autre produit, et il est alors totalement illégitime d'envisager de nouvelles obligations pour France Télécom, soit différentes solutions sont susceptibles de permettre le raccordement des sites antennes, et il convient alors de procéder dans les règles à la qualification d'un marché pertinent « du raccordement des sites antennes des opérateurs mobiles ».

Une telle qualification exige de procéder à l'analyse des trois critères définis dans la Recommandation sur les marchés pertinents de la Commission européenne : présence de barrières à l'entrée élevées et non provisoires, absence d'évolution vers une situation de concurrence effective, insuffisance du droit de la concurrence seul.

- **France Télécom maintient que l'obstacle d'une infrastructure difficile à dupliquer n'existe pas s'agissant des sites antennes.**

Comme France Télécom l'avait observé dans ses réponses à la nouvelle analyse de marché conduite en 2009 sur les services de capacité, l'AGCOM a fait l'effort en Italie de calculer le pourcentage de BTS reliées par solutions radio en propre : 12% pour Telecom Italia Mobile, 76% pour H3G, 84 et 85% pour Vodafone et Wind respectivement.¹³

L'AGCOM en a déduit que le parc résiduel de sites antennes des opérateurs mobiles servi par des liaisons louées ne pouvait conférer un avantage concurrentiel. **Dans ce contexte, la Commission européenne a uniquement souhaité s'assurer que Télécom Italia ne puisse arrêter unilatéralement la fourniture des liaisons louées pendant une période transitoire !**

Une telle analyse n'a jamais été conduite en France, ni en statique, ni en dynamique.

France Télécom restitue à nouveau les éléments dont elle dispose :

Au 30 juin 2010, le parc de raccordements de sites antennes d'opérateurs mobiles tiers géré par France Télécom s'établissait à [...] liaisons, soit à raison d'un peu moins de [...] liaison par site en moyenne, [...] sites raccordés par elle.

Le nombre de sites antenne des opérateurs mobiles tiers s'établissait dans le même temps à [...] sites, soit [...] pour SFR et [...] pour Bouygues Télécom.

La part de marché de France Télécom s'établit donc à [...] %.

Il faut noter aussi qu'entre octobre 2008 et juin 2010, France Télécom a enregistré [...] résiliations de liens Aircom (nettes des créations de raccordements), substituées soit par des faisceaux hertziens soit pas de la fibre propre opérateur, et cela alors même que cette période a donné lieu à des efforts de déploiement très importants de SFR et Bouygues Télécom en matière d'infrastructure 3G. La dynamique d'équipement en propre s'est donc poursuivie et continuera certainement à porter ses effets.

Cette situation démontre à l'évidence qu'il n'existe pas de barrières à l'entrée élevées et non provisoires dans ce domaine

¹² SG-Greffé (2006) D/204192 du 24/07/2006.

¹³ Ibidem.



France Télécom regrette que la présente analyse de marché réitère sur ce sujet le glissement déjà observé dans l'analyse de marché des services de capacité, consistant à conclure au bien-fondé d'obligations, en s'affranchissant de tout le processus d'analyse qualitatif et quantitatif qui s'impose légitimement dans le cadre normal.

- 2- **En second lieu, il est formulé une demande totalement disproportionnée dans ce contexte, d'empilement d'offres de gros, à proposer en orientation vers les coûts, en vue de raccorder la part marginale du parc des sites radio non raccordée par faisceaux hertziens ou fibre propres, sans aucune considération des coûts d'adaptation nécessaires sur les offres existantes pour les rendre utilisables pour le marché mobiles.**

Lors de l'analyse du marché des services de capacité, il a été demandé à France Télécom de proposer l'offre de gros de services de capacité que sont les Liaisons Partielles Terminales, ceci afin de permettre aux opérateurs intégrés fixe et mobile de valoriser leurs infrastructures de réseaux fixes capillaires pour la collecte de leurs BTS.

Cette offre a été imposée avec une orientation vers les coûts, sans aucune analyse concurrentielle pour légitimer cette exigence.

Or, dans le cadre de la fourniture de ces LPT « réseau », il a été possible de corroborer les analyses de France Télécom relatives à la dispersion et à l'éloignement du parc résiduel d'antennes confié par les opérateurs tiers à France Télécom, non desservi par moyens propres (en général par faisceaux hertziens) et de ce fait plus coûteux à raccorder que les lignes fixes desservant les clients finaux.

Cette forte dispersion peut être mesurée à l'échelle de la commune, on constate que [...] % du parc de 2MTDM Aircom [...] est localisé sur des communes (environ 2300) où il n'y a aucune LPT desservant un client final.

De plus, sur 6 mois de production de ces LPT réseau, France Télécom a dû investir pour créer une boucle locale dans un tiers des cas !

Le taux moyen de désaturation constaté (34% sur 6 mois avec un maximum à 50%) est également très supérieur à celui observé pour la production de LPT ou d'accès DSLE pour le raccordement des clients entreprises.

De même, sur des portions de réseau d'accès sans boucle locale cuivre, France Télécom est contrainte d'utiliser du faisceau hertzien dans 7% des cas alors qu'elle ne dispose d'aucune facilité essentielle !

Ceci confirme l'utilisation opportuniste et marginale des réseaux fixes par les opérateurs mobiles notée par France Télécom et observée également dans d'autres pays, ainsi que les difficultés spécifiques pouvant se rencontrer pour le raccordement d'éléments de réseau.

Il est maintenant demandé à France Télécom de proposer en orientation vers les coûts les offres de dégroupage et de bitstream qu'elle n'utilise pas en l'état pour ses propres raccordements mobiles, ce qui porterait à quatre le nombre des offres de gros à proposer ou adapter pour raccorder un parc marginal, et en voie de régression, s'agissant des raccordements confiés à FT !

Le document d'analyse prétend que le groupe France Télécom/Orange utilise le dégroupage ou le bitstream pour ses besoins internes de raccordement en propre et en tire la conclusion que de ce fait, la mise à disposition de dégroupage et de bitstream à des opérateurs tiers pourrait se faire sans aucune difficulté. Cette affirmation est totalement erronée. Le groupe utilise en réalité l'offre AIRCOM dont les processus ont été spécifiquement définis pour convenir à la desserte



des sites radio. La desserte des sites radio présente en effet des spécificités qui ne permettent pas le recours en l'état aux offres de dégroupage et de bitstream.

Le fait est qu'une offre de service de télécommunications, qu'elle concerne le marché de détail ou le marché de gros ne se limite pas à la fourniture d'équipements ou d'éléments techniques. Elle est aussi caractérisée par des processus opérationnels adaptés, en matière de commande, de livraison ou de service après-vente. Les offres de dégroupage et de bitstream ne permettent pas en l'état le raccordement d'éléments de réseau distants. Réadapter des processus pour développer de fait deux nouvelles offres de gros qui s'ajouteraient aux offres Aircom et LPT sites réseau ainsi qu'à toutes les solutions d'auto fourniture des opérateurs mobiles, et qui concerneraient donc un parc voué à rester très limité, est une exigence excessive et non proportionnée.

En effet, pour SFR et Bouygues Télécom les déploiements pour la couverture du territoire arrivent à terme, la majeure partie des nouveaux déploiements de sites se réaliseront en zone dense par la multiplication des cellules afin d'absorber le trafic data mobile en très forte croissance.

Quant à Free, il sera à l'évidence en mesure d'adopter un comportement équivalent à celui observé de la part des autres opérateurs mobiles s'agissant de l'autofourniture en solutions radio et en fibre.

221- S'agissant du bitstream et du dégroupage

- S'agissant de l'obligation de fournir le bitstream DSLE, il convient de noter que l'offre LPT sites réseau existe déjà et avec une meilleure éligibilité. De plus, une offre sur ATM n'intéressera pas un nouvel entrant qui investit sur Ethernet et IP. Enfin, l'offre ATM n'est pas pérenne à terme et la faisabilité d'un bitstream GE adapté aux besoins des sites antennes n'est pas démontrée à ce jour.

Ainsi, adapter les processus de l'offre DSLE pour une portion infime du marché à servir apparaît totalement disproportionné. Cette adaptation sera inutilement coûteuse et pourra engendrer, au détriment des clients finaux, des dégradations de qualité de service du même type que celles constatées sur les LPT.

- S'agissant du dégroupage, les processus du dégroupage ne sont absolument pas adaptés au raccordement des sites mobiles.

➤ Du point de vue de l'éligibilité :

S'agissant des clients finaux, l'éligibilité en immeuble peut être examinée à partir d'un numéro de désignation voisin.

Cela n'est pas possible pour les sites sur châteaux d'eau et les pylônes.

➤ Du point de vue de la commande

Pour que les commandes soient acceptées par le front de commandes opérateur mis en œuvre par la division opérateurs de France Télécom (Divop) pour le dégroupage et le bitstream, il est indispensable que le champ « adresse postale » soit renseigné. En l'absence d'adresse, le traitement par ce moyen est impossible et les commandes sont rejetées.

En outre, les coûts d'éventuelles désaturations de la boucle locale cuivre seront repercutés sur l'ensemble des produits utilisant cette boucle locale ce qui pénalisera injustement le marché du fixe.



➤ **Du point de vue de la livraison :**

La demande opérateur porte en général sur 3 paires de cuivre par site radio livrées sur un même point de terminaison de réseau (PTR : fixe la limite de responsabilité de France Télécom).

Or, ce point de terminaison n'est pas du tout le même selon qu'il s'agit d'un accès monopaire ou multipaires : dispositif terminal d'installation (conjoncteur...) pour un accès monopaire, tête de câble ou réglette en cas d'accès multipaires. Les processus opérationnels de livraison ne sont donc pas les mêmes.

De plus, dans le cas de sites radio, il n'est pas possible de prendre contact avec un client final qui identifierait son local, par donner une illustration concrète des différences opérationnelles, les techniciens de France Télécom n'ont jamais besoin d'accéder à des terrasses d'immeubles dans les parties communes, pour installer une ligne destinée à un service haut débit de client final...

Il faut alors identifier un point de concentration avec la disponibilité requise de paires, et s'il n'y en a pas, créer un PTR en partie commune pour livrer les paires de cuivre et permettre à l'opérateur de venir se raccorder.

Une visite commune sur le site, avec l'opérateur mobile, est donc indispensable pour qu'il visualise le PTR où seront livrées les paires. Ces processus n'existent évidemment pas dans le contexte du service des clients finaux.

Enfin, trois paires nécessitent deux commandes, une monopaire et une bipaire, avec chacune leur point de livraison spécifique, l'opérateur ne pourra mettre en service son site que si ses commandes de paires son livrées simultanément : le processus actuel ne permet aucunement de garantir une livraison simultanée des commandes, le traitement des commandes d'accès mono paires et accès multipaires étant gérées par des plateformes différentes.

➤ **Du point de vue de la saturation du réseau :**

Compte-tenu du nombre de paires nécessaires, le taux de saturation sera nécessairement très important (on peut l'estimer à 80%...), ce qui engendrera de nombreuses études de désaturation.

Ces éléments démontrent en outre clairement qu'il est faux d'affirmer que les raccordements d'éléments de réseau du réseau d'Orange France sont effectués via le dégroupage ou le bitstream. Les processus opérationnels utilisés pour Orange France sont ceux de l'offre Aircom, ils sont spécifiquement adaptés aux types de problématiques décrites ci-dessus, et évoluent régulièrement sur la base des besoins et des attentes spécifiques des opérateurs mobiles en la matière.

222- S'agissant de l'accès aux infrastructures de génie civil.

a. L'accès aux infrastructures de génie civil de boucle locale avantagera les opérateurs mobiles au détriment des clients finaux des services internet depuis un point fixe.

L'analyse de marché insiste à juste titre sur la rareté des infrastructures de génie civil au regard des déploiements en fibre optique.

La gestion de cette rareté impose en effet la mise en place de règles d'ingénierie et processus en vue d'optimiser l'utilisation des ressources de génie civil. Elle impose aussi une priorisation en termes d'usages : à cet égard, l'ouverture aux BTS des offres d'accès aux



infrastructures de génie civil visant les clientèles résidentielles ou professionnelles, ne peut qu'accroître le risque de saturation résultant de la massification des déploiements pour ces clientèles.

De plus, l'accès aux infrastructures de génie civil de boucle locale a été imposé afin de garantir l'équivalence des conditions de concurrence sur le marché des services internet depuis un point fixe très haut débit pour les clientèles résidentielles et professionnelles.

Dés lors que ce contexte réglementaire, relatif au marché des services très haut débit depuis un point fixe, ne serait plus respecté, en raison de l'ouverture des offres de génie civil de boucle locale au raccordement des sites radio, cela entraînera aussi l'impossibilité d'opposer un refus à une demande d'accès formulée pour quelque usage que ce soit : antennes wifi vouées à se multiplier (à l'image de l'extension annoncée par Nomotech sur la France des déploiements déjà réalisés pour Manche Telecom, soit 200 sites avec de 1 à 10 antennes par site), mini antennes micro cellulaires à faible puissance (il y en aurait déjà 954 à Paris), caméra de vidéosurveillance du domaine public, compteurs de télépéage, radars etc...

Enfin, la décision relative à la tarification du génie civil envisage un tarif basé sur une allocation des coûts en fonction du nombre de lignes fibres, ce qui conduirait dans un premier temps à un tarif très faible : si cette tarification était appliquée aux éléments de réseau, elle pourrait changer les conditions de l'arbitrage économique entre faisceaux hertziens et fibre.

Les clients des services utilisant une boucle locale fixe se verront ainsi doublement pénalisés. D'une part, le tarif de distribution de génie civil fibre étant proportionnel au nombre de lignes, chaque client internet fixe portera en totalité les coûts de sa ligne, tandis que les coûts d'un accès site antenne seront répartis entre tous les utilisateurs mobiles. D'autre part, les clients fixe subiront l'impact d'une saturation accrue des infrastructures de génie civil.

b. L'impact d'une saturation accrue du génie civil.

Comme le remarque le document d'analyse, les règles d'ingénierie visant à optimiser l'utilisation des infrastructures de génie civil de boucle locale pourront ne pas suffire à empêcher la saturation, ce qui conduit l'Autorité à préconiser la définition de règles de désaturation.

« À l'horizon de la présente analyse de marché, il est anticipé une multiplication des cas de saturation du génie civil de France Télécom, corolaire d'une massification des déploiements. Dès lors l'Autorité estime nécessaire dans le cadre de son analyse de marché de réviser et/ou préciser les règles devant être appliquées en matière de désaturation. »¹⁴

Cependant, la gestion des priorités qui n'aura pas été effectuée au niveau de la définition de la destination de l'offre d'accès aux infrastructures de génie civil, devra alors être arbitrée dans le contexte des processus de désaturation.

Le document d'analyse préconise en effet que la charge de désaturation soit assumée par le premier opérateur ayant besoin d'un espace qui serait désormais non disponible, mais cela supposerait :

« la mise en œuvre en parallèle d'un processus d'information préalable accrue dès le déploiement du premier opérateur, afin que les opérateurs susceptibles de se

¹⁴ Page 99



déployer sur cette même zone puissent efficacement anticiper les processus à mettre en œuvre. »¹⁵

Le fait d'inclure le raccordement de BTS devrait conduire l'ARCEP à préconiser que la consultation pour chaque tronçon potentiellement saturé par les opérateurs fixes nécessite également la consultation des opérateurs mobiles, voire, une fois ce précédent établi, la consultation des collectivités locales (projets WIMAX....etc..) et de tous les autres utilisateurs potentiels (antennes WI-FI, mini antennes micro cellulaires à faible puissance, caméra de vidéosurveillance du domaine public, compteurs de télépéage, radars, etc..) afin de recenser leurs besoins sur une ville donnée (ou arrondissement d'une grande ville).

A contrario, si ces règles étaient modifiées de façon à obliger les opérateurs à prévoir un espace systématique pour un raccordement potentiel de BTS, cela viendrait à alourdir le nombre de cas à désaturer et à augmenter de nouveau la part de la facture supportée in fine par les clients haut débit et très haut débit pour des usages d'autres clientèles.

La section des câbles de raccordement de BTS ne sera pas forcément de taille importante comparativement à celles des câbles GC FTTx. Si les frais liés à la désaturation étaient répartis selon la dite section cela reviendrait à subventionner les désaturations nécessaires au frais des opérateurs fixes pour des raccordements de BTS donc de clients mobiles.

En conclusion, France Télécom estime totalement disproportionnée la multiplication des offres, qui induisent des travaux lourds pour la définition des process et l'évolution des systèmes d'information, sans aucune garantie que ces demandes, formulées sans analyse sérieuse de la problématique et des solutions disponibles, correspondent à des besoins réels à servir in fine.

C'est par contre précisément pour être en mesure de répondre aux besoins spécifiques en la matière que France Télécom a été conduite à définir l'offre AIRCOM : les « briques de base » ont été adaptées aux exigences nécessaires à l'exploitation d'un réseau mobile (interopérabilité, protocole, QoS, synchro, profil, réservation de capacité ...).

Comme les textes le mentionnent à loisir, les obligations doivent être raisonnables et proportionnées aux objectifs de la régulation et à ce qui est strictement nécessaire à la levée des obstacles concurrentiels. En s'affranchissant de tout le processus d'analyse et de justification prévue par les procédures communautaires, est ainsi constitué un empilement d'obligations redondantes ou inutiles, et qui se révélera in fine générateur de charges superflues pour l'ensemble des acteurs et donc pénalisantes pour le marché.

S'agissant de la demande de raccordement des BTS par fibre optique, l'offre de gros pertinente est l'offre LGC DPR qui pourrait inclure l'adduction des éléments de réseau. Tout autre choix entraînera une distorsion économique et une aggravation des problèmes de saturation, au détriment des clients fixes haut-débit et très haut-débit.

¹⁵ Page 99

Question. Plus globalement, les acteurs sont invités à faire part à l'Autorité de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné des obligations imposées à France Télécom en matière de dégroupage de la boucle locale cuivre.

Les obligations imposées en matière de dégroupage de la boucle locale de cuivre se sont alourdies au fil des années et France Télécom ne peut que regretter, alors que personne ne remet en cause l'excellence opérationnelle de l'offre actuelle qui a permis le développement d'opérateurs alternatifs majeurs sur le marché du haut débit, qu'il ne soit question que du maintien des obligations existantes ou d'ajout d'obligations supplémentaires. Aucune perspective n'est tracée ni même étudiée à l'horizon de l'analyse de marché alors que des bouleversements sont d'ores et déjà intervenus et vont continuer dans les années à venir : en particulier, comme le note l'Autorité, il existe d'ores et déjà des alternatives à la boucle locale cuivre de France Télécom pour près de 5 millions de logements (soit environ 20% de la population), que ce soit via l'infrastructure de Numéricable ou les nouveaux réseaux en fibre optique. Le déploiement de réseaux alternatifs en fibre optique est désormais possible dans des conditions économiques raisonnables pour plusieurs millions d'autres foyers, en particulier du fait du cadre réglementaire récemment défini par l'Autorité et de l'existence de l'offre de génie civil FTTx de France Télécom. Cette situation doit être prise en compte dans le cadre de la présente analyse de marché si la France veut être à la pointe dans la fourniture de services très haut débit. France Télécom considère qu'il faut sortir du régime actuel de surréglementation et appelle à un toilettage des obligations obsolètes et à l'absence d'obligations qui n'ont aucune relation avec la fourniture de services fixes haut ou très haut débit.

Il faut prendre en compte dès maintenant l'impact du déploiement des réseaux FTTH et FTTLA sur les obligations en matière de dégroupage de la boucle locale cuivre et l'Autorité devrait d'ores et déjà annoncer que les changements majeurs qui s'annoncent devraient la conduire à revoir la présente analyse de marché avant l'achèvement de la période normale de 3 années.

Le projet d'analyse de marché conclut qu'il n'y a pas lieu actuellement de distinguer les marchés du haut et du très haut débit. Certains opérateurs ont annoncé qu'ils auraient une politique systématique de migration de leur base de clientèle des services haut débit sur support cuivre vers des services très haut débit. Dans les répartiteurs de la zone très dense ayant fait l'objet d'un appel à cofinancement (immeubles déjà fibrés ou à venir), il faut noter que la part de marché des opérateurs alternatifs sur le haut débit dépasse parfois [...], ce qui montre que le taux de lignes en cuivre utilisées pour le haut débit par un opérateur tiers sur un immeuble connectable est susceptible de se réduire très fortement et très rapidement. Il est probable qu'à moyen terme, l'ensemble des clients des opérateurs tiers sera ou pourra être, en zone très dense, raccordé sur une boucle locale optique.

Parallèlement il sera pertinent du point de vue opérationnel et économique, pour France Télécom, de migrer l'ensemble de ses clients sur son réseau en fibres optiques¹⁶ dès lors que le taux d'abonnés à des services très haut débit dépassera un certain seuil. Il est, en particulier, difficilement envisageable d'exploiter durablement deux boucles locales différentes sur une même zone.

Il est donc justifié que soit planifiée la fermeture des répartiteurs dans lesquels il est possible pour les opérateurs de desservir l'ensemble des clients sur un réseau en fibres optiques. Ceci est d'autant plus important que le maintien d'une boucle locale cuivre qui ne serait pas ou peu utilisée surenchérirait le tarif de location de la paire de cuivre sur l'ensemble du territoire. La fermeture des répartiteurs dans le cas évoqué bénéficierait donc à l'ensemble des opérateurs et in fine aux clients finaux. Cette mesure est aussi conforme à la volonté des pouvoirs publics d'obtenir une couverture homogène du territoire d'une commune du point de vue des services offerts et de l'intensité concurrentielle.

¹⁶ Ceci implique bien sûr que l'ensemble des services commercialisés aujourd'hui auprès du client final sur paire de cuivre puisse l'être de manière équivalentes sur un réseau en fibre optique



Le délai de préavis prévu actuellement dans l'offre de référence pour la fermeture d'un répartiteur varie selon l'impact sur les opérateurs. Dans le cas où ils sont présents en dégroupage, le délai de préavis est d'un an. France Télécom est cependant consciente du fait qu'un délai supplémentaire peut, dans certains cas, être nécessaire aux opérateurs pour déployer leur propre réseau FTTH ou souscrire à une offre de gros très haut débit d'un opérateur tiers et propose de porter à 3 ans le délai de préavis, ce délai pouvant s'appliquer à la fermeture d'une zone arrière entière d'un NRA ou simplement à la zone arrière d'une sous-répartition particulière. Ce délai de 3 ans garantit qu'aucun répartiteur ne sera effectivement fermé dans la période de la présente analyse de marché mais l'information d'une telle fermeture pourrait intervenir dans certains cas durant cette période de 3 ans.¹⁷

En ce qui concerne les répartiteurs ou sous-répartiteurs potentiels concernés, il est probable que ce soit ceux qui sont situés en zone très dense qui seront les premiers entièrement couverts en fibre optique. En zone moins dense, les réseaux sont plus capillaires et il est en théorie plus long de déployer de la fibre optique à l'échelle d'une commune. A l'inverse, le projet de décision de l'Arcep en matière de déploiement FTTH dans les zones moins denses, prévoit que la taille des points de mutualisation soit d'au moins 300 logements ce qui limite fortement le déploiement d'un opérateur pour se raccorder à ces points. En conséquence, il apparaît équitable qu'il y ait un traitement homogène de l'ensemble des répartiteurs.

En conséquence, France Télécom propose que l'Arcep indique dans sa décision à venir que France Télécom pourra annoncer la fermeture d'un répartiteur ou sous-répartiteur au dégroupage avec un préavis de 3 ans lorsqu'elle sera assurée que l'ensemble des logements situés dans la zone arrière dudit répartiteur ou sous-répartiteur sera desservi par un point de mutualisation FTTH à cette échéance.¹⁸

En ce qui concerne la fermeture d'un répartiteur consécutive à des projets de montée en débit qui concerneraient l'ensemble des sous répartiteurs qu'il dessert, France Télécom considère qu'il est pertinent de conserver les délais prévus actuellement dans l'offre de référence. En tout état de cause, ce sujet spécifique sera discuté dans le cadre des travaux sur la montée en débit placés sous l'égide de l'Arcep.

Une mise à niveau des obligations est nécessaire

Certaines obligations en matière de dégroupage ont été mises en place en 2000 et n'ont pas évolué en dépit de changements significatifs du contexte. Il en est ainsi de l'obligation de fourniture de l'énergie à un tarif orienté vers les coûts. Lors du lancement du dégroupage, malgré les propositions de France Télécom, les pouvoirs publics avaient considéré que seule France Télécom était en mesure de fournir cette prestation (qualifiée de prestation connexe au dégroupage) et l'avaient imposée dès 2000, celle-ci ayant été maintenue ensuite par l'Arcep.

Depuis, suite à la demande de certains opérateurs, l'Autorité a imposé à France Télécom de laisser ouverte aux opérateurs la possibilité d'installer eux-mêmes leurs équipements d'énergie pour les répartiteurs nouvellement dégroupés. France Télécom a ouvert cette possibilité aux opérateurs et il n'est donc plus justifié de maintenir l'obligation d'orientation vers les coûts des tarifs de l'énergie pour les nouveaux sites.

France Télécom demande donc que soit levée l'obligation d'orientation vers les coûts pour la fourniture d'énergie. De manière plus générale, l'Arcep doit prévoir que pour la période à venir les obligations devenues obsolètes puissent être levées.

¹⁷ Les délais actuels de prévenance de 3 à 12 mois en cas de réaménagement de réseau seraient bien sûr maintenus.

¹⁸ Les conditions concernant la desserte des pavillons pourront être précisées lorsque les conditions de leur raccordement auront été arrêtées.

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur le périmètre des infrastructures de génie civil concernées par l'obligation d'accès et notamment sur les appuis aériens. Concernant ces derniers l'Autorité souhaite notamment recueillir les analyses des acteurs quant aux modalités qui permettraient d'étendre l'obligation d'accès portant sur France Télécom aux appuis communs, dont France Télécom n'est pas propriétaire, accueillant à la fois les réseaux de distribution électrique et les réseaux de boucle locale cuivre de France Télécom.

En ce qui concerne l'obligation d'accès aux appuis aériens dont FranceTélécom est propriétaire, France Télécom renvoie à la réponse à la question de la page 16. En ce qui concerne l'obligation qu'aurait France Télécom de donner accès aux appuis qui sont la propriété d'autres acteurs (désignés par « appuis communs »), ceci n'est pas envisageable. En effet, France Télécom ne peut assurer, tant au regard des aspects contractuels que juridiques, la gestion et la commercialisation d'appuis dont elle n'est pas propriétaire alors même que celui-ci est tout à fait en mesure de proposer une offre.

Pour ces appuis, France Télécom ne saurait supporter des obligations que seul un propriétaire est en droit d'assumer. Les conventions passées entre France Télécom et les distributeurs d'électricité relèvent d'une contractualisation de type client – fournisseur. Il revient au propriétaire des appuis de gérer la relation contractuelle, sans discrimination, avec l'ensemble des demandeurs.¹⁹

Page 45 : Fusion des offres de génie civil

Les différentes offres d'accès au génie civil de la boucle locale pour le déploiement des réseaux répondent aux besoins exprimés par les opérateurs :

- l'offre GC FTTX est une offre d'accès aux installations souterraines de GC de France Télécom qui permet à un opérateur de déployer un réseau point vers multipoints pour desservir toute une zone géographique et quelle que soit le type de zone : très dense, moyennement ou peu dense. Le processus de déploiement est un processus standard avec contrôle de respect des règles d'ingénierie dès la commande d'accès, de façon à éviter qu'un opérateur qui déploie massivement n'utilise abusivement les ressources disponibles. Il faut noter que, pour la facturation, l'ARCEP a proposé d'introduire, dans son projet de décision sur la tarification, le critère de zone mutualisée qui ne s'applique qu'à cette offre ;
- L'offre GC RCA est une offre d'accès aux installations souterraines de GC de France Télécom qui permet à un opérateur de déployer un réseau point à point pour desservir un client d'affaire. La notion de type de zone (très dense, moyennement ou peu dense) n'intervient pas dans cette offre. Le processus de déploiement est un processus réactif permettant un raccordement client plus rapide en adéquation avec le besoin spécifique de la clientèle d'affaires. Le contrôle des dossiers de commande de l'opérateur se fait en fin de travaux, le client final étant déjà raccordé ;
- L'offre GC NRA SR est une offre d'accès aux installations souterraines de GC de France Télécom pour le passage d'un câble en fibre optique entre la première chambre d'accès à un Noeud de Raccordement d'Abonné (NRA) ou un Point de présence de l'Opérateur (POP) d'une part, et la dernière chambre d'accès à la sous répartition (SR). Le câble optique de l'Opérateur aboutit sur des équipements actifs pouvant assurer plus particulièrement le dégroupage de la boucle locale. Le processus de déploiement est un processus standard avec contrôle de respect des règles d'ingénierie dès la commande d'accès. Cette prestation est, sauf exception, située sur le segment de transport et en point à point.

¹⁹ Du point de vue opérationnel, une telle obligation de sous-location serait bien sûr ingérable au niveau du système d'information qui n'est pas adapté pour gérer les appuis communs et il n'y aurait aucune justification à demander à France Télécom d'engager les évolutions importantes de son système d'information pour une telle gestion.



L'approche tendant à permettre aux opérateurs de ne souscrire qu'une seule offre quel que soit le type de marché concerné (résidentiel et entreprise) est séduisante. Cependant, ces offres se caractérisent par un tronc commun de prestations et de principes (charte graphique, règle d'ingénierie, cahier des charges...) mais aussi par des processus adaptés à des contextes radicalement différents et non transposables de l'une à l'autre.

Ainsi, la simplification des processus sur GC RCA n'a été possible que parce que les volumes de commandes sont très faibles par rapport à ceux constatés sur GC FTTx. L'application des mêmes processus pour du raccordement de masse d'immeubles résidentiels conduirait à ce qu'une telle offre soit inadaptée.

Par ailleurs, les finalités des deux marchés sont différentes. Sur le marché des entreprises et des professionnels, il s'agit de raccorder dans des délais courts en point à point un client identifié avec des prestations souvent spécifiques et négociées de gré à gré. Sur le marché résidentiel, il s'agit d'un raccordement industriel d'immeubles avec la mutualisation de la partie terminale.

Sans être opposée sur le fond à une simplification des offres, France Télécom considère qu'il est nécessaire de garder la distinction de processus spécifiques à chaque marché fruit du travail réalisé dans le cadre des réunions multilatérales et expérimentations. Il faut noter qu'un tel rapprochement conduirait vraisemblablement à proposer des processus plus standardisés avec contrôle des commandes d'accès en amont des déploiements des câbles afin d'éviter qu'un opérateur ne préempte toutes les disponibilités dans le génie civil. Cela pourrait conduire à dégrader légèrement les délais de raccordements des clients d'affaires.

Page 48

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur l'évolution des principes relatifs aux règles d'ingénierie et de désaturation tels que décrits ci-dessus.

En préambule, France Télécom souhaite souligner que les conditions qui résulteront du projet de décision de l'ARCEP sur la tarification de l'accès aux fourreaux n'inciteront pas les opérateurs, à tout le moins en phase de démarrage, à optimiser l'utilisation des ressources existantes voire à limiter les désaturations. L'existence de règles d'ingénierie strictes permettant une utilisation optimale de ces ressources est donc vitale et France Télécom est particulièrement inquiète de certaines propositions qui ne vont clairement pas dans ce sens.

Par ailleurs, il faut souligner le bon fonctionnement des offres de génie civil. Si des adaptations peuvent s'avérer nécessaires au regard des retours d'expérience, il est important de ne pas apporter de bouleversements qui seraient susceptibles de dégrader le fonctionnement des offres.

L'interdiction des câbles en attente (« loves de câbles ») est un élément fondateur de l'offre d'accès aux infrastructures de génie civil. Sa remise en cause constituerait une atteinte grave à la sauvegarde des réseaux et à l'accès au génie civil des opérateurs dans des conditions non discriminatoires.

L'Autorité a toujours indiqué, à juste titre, que le déploiement des nouveaux réseaux ne devait en aucune manière entraver ou perturber l'exploitation des réseaux déjà en place. Or les chambres situées sur le segment de distribution sont de taille réduite et adaptées aux configurations urbaines et, plus particulièrement, d'adduction pour les chambres. Elles accueillent désormais en plus des réseaux cuivre existant les câbles à fibres optiques des opérateurs et les boîtiers de raccordement nécessaires.

Un câble à fibres optiques de quelques dizaines de mètres laissé en attente dans une chambre obstruerait totalement l'espace et interdirait tout tirage de nouveau câble ainsi que toute intervention sur des manchons ou des câbles existants. Dans ces conditions, l'obligation qui serait faite à France Télécom d'accepter même temporairement des câbles en attente empêcherait l'exploitation courante et la maintenance des réseaux existants et donc le respect d'autres obligations, notamment en ce qui concerne la qualité de service. Elle obérerait aussi les possibilités pour un



opérateur de déployer un nouveau réseau dès lors qu'un autre opérateur aurait laissé des câbles en attente : la possibilité de laisser des câbles en attente constituerait donc une violation des principes de l'offre actuelle puisque permettant à un opérateur d'empêcher le passage du câble d'autres opérateurs et à son seul bénéfice.

France Télécom n'est pas favorable à l'implantation de points de mutualisation dans les chambres de distribution si elles nécessitent des interventions humaines fréquentes

La formulation : « *les règles d'occupation des chambres de génie civil permettant le raccordement et l'adduction des immeubles doivent prévoir que celles-ci puissent accueillir des équipements passifs sur lesquels plusieurs opérateurs seraient en mesure de se raccorder, dans le cadre de la mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre optique, dès lors que les interventions au niveau de ces équipements passifs restent exceptionnelles.* » peut être interprétée comme visant à imposer que les chambres de distributions puissent accueillir des PM. Dans les architectures techniques actuellement mises en œuvre, un PM est un équipement qui nécessite des interventions humaines (gestion des fibres clients et opérateurs). Dès lors, si un tel PM est positionné dans les chambres de distribution, les interventions ne seront pas exceptionnelles mais régulières, à chaque raccordement d'un client. Les chambres n'ont pas été conçues pour accueillir de tels équipements et gérer une telle fréquence d'intervention. La dégradation des ouvrages serait alors considérablement accélérée et la qualité de service des réseaux en place altérée. De plus, cet accueil d'équipement passif ne peut être envisagé que dans le cas où l'état d'occupation des chambres le permet.

Toute évolution de la règle du 1+1 devra être appréciée avec précaution

Dans son principe, il peut sembler naturel de vouloir envisager la définition de règles d'occupations différentes en fonction des zones mutualisées et non mutualisées semble naturelle. Depuis la création des offres de partage de son génie civil, France Télécom s'est attachée à permettre un accès non discriminatoire à tous et proposer des règles évitant l'utilisation inefficace de l'espace disponible tout en permettant à France Télécom de continuer à assurer la gestion et l'exploitation des réseaux existants.

L'approche développée et soumise à consultation pourrait effectivement être envisagée si sur le périmètre de la boucle locale il n'y avait qu'un seul réseau FTTx déployé. Or ce n'est pas le cas et de nombreux acteurs, sont à même de déployer plusieurs câbles en fibre optique. C'est notamment le cas des opérateurs monomarché dédiés à la clientèle d'affaires ou des raccordements d'immeubles d'affaires et qui ne sont pas pris en compte dans le déploiement du réseau mutualisé en aval du PM²⁰. Aussi France Télécom considère qu'il peut être légitime de débattre de l'abandon de la règle du 1+1 en aval du PM pour l'opérateur qui déploie un réseau FTTH à destination du marché résidentiel mais qu'il faut aussi analyser son maintien ou son adaptation dans la mesure où certains opérateurs ne sont pas concernés par la mutualisation.

En ce qui concerne les zones situées en amont du PM, l'abandon de cette règle ne paraît pas justifié à ce stade.

France Télécom souhaite rappeler qu'elle est attachée à des règles simples et vertueuses permettant une bonne gestion de l'espace disponible et à ce titre l'utilisation de câbles et matériels de petite taille, peu consommateurs d'espace doit être privilégié. Sur un sujet aussi délicat et structurant, il faut proscrire toute décision hâtive et progresser, comme cela a été fait avec succès sur les offres GC FTTx et RCA, par expérimentation en concertation et transparence avec l'ensemble des acteurs.

²⁰ C.f. projet de recommandation de l'ARCEP sur les zones moins denses



La mise à disposition en l'état du génie civil existant constitue un principe de base de l'offre de GC FTTx repris dans l'offre GC RCA. Dans le cadre des groupes de travail multilatéraux placés sous l'égide de l'ARCEP et qui se tiennent depuis 2007, il a été mis en évidence qu'il était tout à fait possible de déployer des réseaux FTTx à grande échelle en zone urbaine dense sans être confrontés à des problèmes importants de saturation à condition que l'architecture de réseau retenue soit efficace. A cette fin, les règles d'ingénierie ont été étudiées et intégrées progressivement afin de permettre l'occupation d'espace plus réduits. Par ailleurs, des processus de désaturation par dépose de câble « à zéro » ou des regroupements ont été peu utilisés. Ceci tend à prouver que l'usage du génie civil en l'état, tel que proposé dans les offres actuelles, répond à la demande des opérateurs en leur permettant de déployer leur réseau sans entreprendre des travaux de désaturation.

La proposition de l'Autorité soulève plusieurs remarques :

- l'information préventive des opérateurs sur l'occupation du génie civil, pour être efficace, ne peut s'appuyer que sur une gestion rigoureuse des prévisions et de l'occupation des alvéoles. Ce qui revient de fait, à imposer à France Télécom un mode de gestion trop complexe de l'occupation de son génie civil. Il s'agit là d'une demande déraisonnable et disproportionnée en regard des lourds investissements et des moyens techniques nécessaires ;
- pour autant, il est nécessaire pour un opérateur utilisateur du génie civil, de libérer de l'espace²¹ chaque fois que cela s'avère possible et sans impact sur la qualité de service et les engagements contractuels souscrits auprès de ses clients : des dispositions existent déjà à cet effet dans les offres existantes.

La désaturation par construction d'infrastructure nouvelles ne peut être imposée à France Télécom au regard des impacts opérationnels ou financiers. Le projet d'analyse de marché mentionne : « *En dernier lieu, lorsque le processus de désaturation nécessiterait une reconstruction d'infrastructures de génie civil, il pourrait être légitime que les segments reconstruits soient finalement intégrés au patrimoine de France Télécom, notamment lorsque ceux-ci ne constituent pas un ensemble cohérent et continu de tronçons de génie civil mais des segments épars.* ». Dans la réponse à la consultation de l'ARCEP du 17 décembre 2009 sur la tarification de l'offre de génie civil, France Télécom avait indiqué qu'il était exclu qu'elle puisse prendre en charge des désaturations importantes et que, s'agissant de tronçons partiellement reconstruits « France Télécom ne peut être contrainte à faire l'acquisition d'infrastructures dont elle n'a pas l'utilité ou qui ne répondraient pas à des déploiements de réseau efficace mais est disposée à examiner la gestion de cette question dans un cadre global qui prenne en compte la méthode de tarification. »

Dans le projet actuel de décision sur la méthode de tarification du génie civil qui ne permet pas de rémunérer les coûts supportés et impute les coûts de désaturation à l'ensemble des lignes²², France Télécom constate que cette proposition n'a pas été prise en compte et exclut tout financement des travaux de désaturation au bénéfice de tiers.

Une clarification nécessaire de la notion de « saturation objective »

France Télécom s'interroge sur les modalités de mise en œuvre opérationnelle de la segmentation entre saturation objective et les autres types de saturation.

Selon le document soumis à consultation, la saturation « objective » pourrait être définie comme l'incapacité réelle, sur un tronçon donné accueillant déjà des réseaux préexistants (cuivre, câbles coaxiaux, fibre etc.), de répondre aux besoins nominaux des n opérateurs bénéficiaires de la mutualisation et identifiés à ce titre comme nécessitant un accès à ce tronçon. Sur une ville donnée,

²¹ Suppression des câbles à zéro ou regroupement de câble

²² De fait, le projet actuel sur la méthode de tarification des fourreaux conduirait à faire porter les coûts de désaturation sur les services sur paires de cuivre et plus particulièrement sur les abonnés sua servcie téléphonique.



n opérateurs peuvent être déclarés pour le déploiement des réseaux FTTx et N opérateurs pourraient avoir besoin de déployer pour GC RCA, NRA SR, LGC DPR ou LGC ZAC sans compter les éventuels besoins cuivre (raccordement de constructions nouvelles). Le nombre N des derniers opérateurs précités étant impossible à prévoir, les prévisions de saturation « objective » sont à priori impossibles. Il serait d'ailleurs judicieux de déterminer comment nommer une saturation « objective ou non » due à une des offres GC RCA, NRA SR, LGC DPR, LGC ZAC ou cuivre si le déploiement d'un câble au titre d'une de ces offres intervenait pendant la phase de déploiement des réseaux FTTx. La saturation objective est très complexe à prendre en compte et ne peut-être que source de contentieux avec les parties prenantes.

Les règles d'ingénierie pour l'accès aux poteaux

France Télécom a prévu de donner accès à ses infrastructures aériennes dans le cadre d'une offre commerciale et ouverte aux opérateurs déployant des réseaux en fibres optiques. Cette offre ne relevant pas des obligations qui peuvent être imposées au titre de la présente analyse de marché, France Télécom ne proposera pas ici d'analyse détaillée.²³ France Télécom souhaite que les pouvoirs publics incitent les autres opérateurs disposant d'infrastructures aériennes, notamment les opérateurs de réseaux électriques, à proposer une offre équivalente.

S'agissant des transitions aéro-souterraines, celles-ci font partie du périmètre des infrastructures souterraines et ouvertes dans le cadre de GC FTTx ou GC RCA.

Pour autant, en dehors de la zone moins dense, France Télécom n'est pas favorable à une mutualisation des câbles pour cette partie terminale en aérien et est opposée à prendre en charge la gestion pour le compte de tiers de toutes les autorisations de passage et de faire l'intermédiaire pour les opérateurs avec les propriétaires. Le gain sur le poids câble, du fait de la mutualisation, est limité mais par contre les processus de concertation coordonnée et de mise en œuvre seraient particulièrement complexes. En tout état de cause, il y aura nécessité de faire précéder l'offre commerciale d'une phase d'expérimentation pour tester les modalités de sa mise en œuvre.

Une ambiguïté à lever en ce qui concerne les informations préalables

Il est indiqué dans le document de consultation : « *il ne semble pas proportionné de demander à France Télécom la mise à jour préalable et systématique de ses bases de données relatives à la disponibilité, dès lors que celle-ci fournit aux opérateurs alternatifs des données identiques à celles qu'elle utilise en interne et que ces derniers sont en mesure de réaliser par eux-mêmes des relevés de disponibilité sur le terrain.* »²⁴ Ceci est conforme à l'offre actuelle d'accès au génie civil en cohérence avec le principe consistant à fournir aux opérateurs les informations en l'état. France Télécom partage cette analyse.

Cependant, dans le même paragraphe, il est indiqué : « *il apparaît raisonnable et proportionné que France Télécom conserve les informations de disponibilité constituées par elle-même ou tout autre opérateur, les intègre au fil de l'eau aux informations existantes* ». Ceci pourrait être interprété comme une obligation, pour France Télécom, de tenir à jour dans ses bases les relevés de chambre, ce qui serait improductif et totalement déraisonnable.

France Télécom demande à l'Autorité de clarifier son analyse et d'affirmer que les processus actuels pour les informations préalables ne sont pas remis en cause.

²³ Pour mémoire, les réseaux aériens, la règle du 1+1 ne peut s'appliquer et seules des règles permettant le respect de la charge supportée peuvent être mises en œuvre.

²⁴ Page 50-§4.2.3.5 informations préalables



Au titre de l'offre GC FTTx, seuls les relevés réalisés, tous opérateurs confondus, au titre de cette offre sont fournis sans retraitement aux autres opérateurs FTTx (informations pertinentes en option). Il est à noter que la dernière évolution de cette offre suite à la demande des opérateurs, conduisant à créer les commandes de raccordements d'immeubles simples, a conduit à supprimer ce relevé de chambre. Les relevés effectués au titre de l'offre NRA SR ne servent qu'au contrôle des commandes pour le respect des règles contractuelles. Dans ces conditions, les relevés de chambre sont rapidement obsolètes, imposant, de fait, à tous les opérateurs les études terrain.

France Télécom n'assure aucun traitement des données concernant les relevés de chambres. France Télécom émet au titre des informations pertinentes les seuls relevés de chambre effectués au titre du contrat GC FTTx. Un des fondements des offres d'accès au génie civil est bien que les informations sont communiquées en l'état d'autant plus que le Système d'Information de France Télécom ne permet pas une gestion exhaustive des ressources et qu'il serait totalement déraisonnable d'envisager une telle gestion.

Si l'Autorité souhaite généraliser la diffusion d'informations préalables, toutes offres confondues, ce ne pourrait être que via un processus manuel et les relevés devraient être généralisés (avec un impact sur les délais pour les opérateurs notamment pour le raccordement ce qui serait contraire aux évolutions récentes). En outre, les opérateurs devraient donner leur accord pour la diffusion de leurs informations de déploiements toutes offres confondues. Il est à noter qu'au-delà des réseaux en fibre optique et pour tous les autres travaux de passage de câbles par France Télécom, il ne serait ni raisonnable ni proportionné d'imposer un tel relevé de chambre.

Page 50

Prestations connexes d'hébergement de réseaux FTTH au sein des locaux de France Télécom

A la page 51 §4.2.3.4.6 du document de consultation, des prestations d'hébergement au sein des locaux de France Télécom (NRA ou SR) ou de locaux à créer (point de mutualisation), sont considérées comme pouvant être imposées spécifiquement à France Télécom comme un accès raisonnable au titre de prestations connexes à l'offre d'accès aux infrastructures de génie civil.

France Télécom considère que l'hébergement dans les locaux de France Télécom pour les équipements de réseau FTTH ne peut relever d'une obligation au titre du marché 4 mais relève soit de la liberté commerciale pour le cas des NRA, soit d'obligations résultant de la régulation symétrique pour le déploiement de la fibre. En tout état de cause, il y a lieu de distinguer dans l'analyse les différents locaux évoqués.

- Hébergement dans les NRA

En ce qui concerne les sites qui hébergent les répartiteurs, France Télécom souhaite rappeler les termes de l'analyse qu'elle avait adressée à l'Autorité au printemps 2009 suite à la demande d'un opérateur de disposer d'une offre d'hébergement d'équipements très haut débit dans les répartiteurs.

Une telle offre ne relève pas des obligations actuellement en vigueur, ce que confirme d'ailleurs l'Arcep au titre de la présente analyse qui évoque cette question pour la première fois dans un document de consultation. France Télécom considère qu'une telle offre si elle devait exister ne pourrait de toute façon pas relever d'une quelconque obligation au titre du marché 4. En effet, l'hébergement d'équipements très haut débit dans les locaux de France Télécom ne revêt pas l'intérêt que peut présenter la cohabitation des DSLAM à proximité de la boucle locale cuivre avec la nécessité d'être à proximité des installations de France Télécom. Par ailleurs, France Télécom n'est pas, dans de nombreux cas, propriétaire des sites dans lesquels elle est installée, et conduit une politique d'optimisation de l'utilisation de ses surfaces louées qui aboutit à libérer progressivement les espaces loués. Il n'est donc pas a priori possible de formuler une offre de long terme dans ses sites, ce qui n'empêche pas les opérateurs souhaitant héberger des équipements très haut débit de contracter avec les propriétaires desdits sites.



Pour les sites dont France Télécom est propriétaire, il avait été indiqué à l'Autorité et à l'opérateur qui avait formulé la demande initiale que nous étions disposés à examiner, dans un cadre multilatéral, les conditions dans lesquelles pourrait être proposée une offre commerciale aux opérateurs souhaitant héberger des équipements très haut débit. France Télécom avait proposé une méthode de travail et un ensemble de points à examiner. Depuis 16 mois, aucun retour n'a été fait à cette proposition et aucune demande nouvelle n'a eu lieu, ce qui tend à montrer le peu d'intérêt des opérateurs pour l'hébergement d'équipements FTTH dans les NRA. Il y aurait donc lieu de vérifier s'il existe un besoin avant d'arriver à la définition d'une nouvelle obligation.

- Hébergement dans les sous répartitions

Les sous répartitions ne sont pas des locaux conçus initialement pour héberger des équipements actifs : ce qui mérite une étude dans le cas des NRA ne serait pas transposable aux armoires, qui constituent la principale modalité d'hébergement des sous-répartiteurs.

En particulier, il ne serait pas envisageable de fournir d'alimentation électrique dans l'armoire de sous répartition, ni de garantir la sécurisation de ces alimentations ou une température maximale de fonctionnement. En outre ceci poserait des problèmes importants de responsabilité. Il est d'ailleurs à noter que les travaux menés sous l'égide de l'Arcep pour la montée en débit ont conclu à la nécessité d'implanter des armoires séparées pour toutes les solutions. Seuls les cas de sous-répartiteurs installés dans des locaux pourraient être examinés mais ils correspondent alors à la même logique que le répartiteur.

- Hébergement dans les points de mutualisation

En ce qui concerne les points de mutualisation (PM) mis en œuvre pour le déploiement de réseaux FTTH, la décision actuellement en vigueur et celle à venir pour les zones moins denses prévoient les conditions dans lesquelles les PM peuvent héberger les équipements des opérateurs. Ceci est complété par les travaux du Comité d'experts fibre. Les obligations liées au PM résultent d'une régulation symétrique qui s'applique à tous les opérateurs. Il n'est donc pas pertinent que ces obligations figurent dans une décision d'analyse de marché avec des obligations qui ne s'appliquent qu'à France Télécom.

Réponse regroupée aux questions des pages 51,54,58 et 60

Plus globalement, les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'ensemble des obligations imposées à France Télécom en matière d'accès à ses infrastructures de génie civil.

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'ensemble des obligations imposées à France Télécom au titre de la non-discrimination.

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'ensemble des obligations imposées à France Télécom au titre de la transparence.

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'ensemble des obligations imposées à France Télécom en termes de qualité de service.

France Télécom ne conteste pas les principes qu'il est nécessaire de respecter dès lors qu'un opérateur est désigné comme puissant sur un marché donné mais souhaite souligner la complexité et la lourdeur grandissantes des obligations qui lui sont imposées au fil des analyses de marché ou leur inutilité, alors même que l'intensité concurrentielle du marché de détail du haut débit ne cesse de s'accroître, au détriment notamment des parts de marché de France Télécom Orange. France Télécom souhaite en donner ici quelques exemples. En tout état de cause, dès lors qu'une offre de gros est suffisamment mature et fonctionne sans difficulté, un allègement de certaines obligations devrait être proposé.



En ce qui concerne la transmission d'informations à l'Autorité, France Télécom est tenue de communiquer périodiquement à l'Arcep des données au titre des marchés 4 et 5 qui représentent des volumes de plus en plus importants au fil des décisions, mais dans d'autres cadres, plusieurs autres décisions imposent de fournir des données proches : il peut s'agir des mêmes données mais dans un autre format ce qui nécessite de tout ressaisir ou alors du même type de données mais avec des définitions différentes. Ceci est extrêmement lourd et, en général, semble peu justifié²⁵. France Télécom souhaite qu'une coordination des demandes formulées par les services de l'Arcep soit mise en place afin d'alléger la charge qui pèse sur France Télécom mais aussi sans doute sur l'ensemble des opérateurs.

La transmission des conventions est prévue de manière systématique et sous un délai de 10 jours. Ce délai est extrêmement court. Ceci pourrait être utilement simplifié en procédant comme pour la VGAST pour laquelle une information de signature du contrat est communiquée à l'Autorité, une copie des dits contrats pouvant sur demande spécifique être communiquée en cas de besoin.

Sur la qualité de service

Avertissement : bien que les dispositifs puissent être différents entre le dégroupage et les offres de gros DSL, notamment parce qu'il s'agit dans un cas d'une offre passive et dans l'autre cas d'une offre active, France Télécom fait ici une réponse qui couvre à la fois le marché 4 et le marché 5. Il semble en effet utile de faire une réponse commune dans la mesure où une des obligations imposées à France Télécom porte sur la publication mensuelle d'indicateurs de qualité de service relatifs aux offres de France Télécom sur les marchés 4 et 5 ainsi que sur le marché de détail du haut débit.

Un niveau de qualité de service élevé

En préambule, France Télécom tient à rappeler le niveau très élevé de la qualité de service des offres de gros qu'elle propose, ce qui la place au premier rang européen. Ce niveau est resté constant, voire en amélioration, sur toute la période qui s'est écoulée depuis la dernière analyse de marché. France Télécom ne peut que regretter que l'Autorité ne souligne pas ce point dans son bilan alors que sans conteste c'est un élément clé pour comprendre le taux exceptionnellement élevé de lignes dégroupées en France, la pénétration du haut débit et la dynamique du marché et qui distingue fortement la France de la plupart des autres pays européens comparables.

La publication de plus de 100 indicateurs tous les mois sur les marchés de gros et de détail du haut débit permet à France Télécom de remplir ses obligations en matière de transparence. Elle permet à l'Autorité et au secteur de constater, au vu des résultats comparés sur les différents marchés, l'absence de discrimination en matière de fourniture de service. Elle permet également de constater le haut niveau d'industrialisation des processus, industrialisation sans laquelle les performances mesurées, pour le bénéfice du client final, ne seraient pas possibles.

Ce niveau de qualité atteint se traduit également dans le fait que depuis de très nombreux mois, les problèmes de qualité de service ne sont plus abordés en groupe de travail multilatéral, ce qui est la preuve concrète que dans les faits, les opérateurs sont globalement satisfaits.

Des processus industriels qui couvrent tous les domaines

Comme indiqué précédemment, ces résultats ont été rendu possibles par des processus industriels et un haut niveau d'automatisation dans les échanges entre France Télécom et les opérateurs alternatifs. Cette industrialisation a été réalisée pour l'essentiel à l'initiative de France Télécom. L'exemple le plus emblématique de cette initiative étant l'industrialisation de la prise de rendez vous avec le client final par l'opérateur alternatif, directement dans le plan de charge de France Télécom alors que ces mêmes alternatifs ont exprimé des réticences quand ce processus leur a été proposé.

²⁵ Il est aussi permis de s'interroger sur le lien de cause à effet entre certaines données et la motivation à savoir la vérification de l'absence de discrimination



Comme pour la qualité de service, il faut noter qu'aucune demande d'amélioration²⁶ n'a été exprimée lors des dernières multilatérales et aucune demande n'est en cours de traitement. Cela montre, si ce n'était déjà inscrit dans la performance mesurée par les indicateurs, le niveau de service dont bénéficient les opérateurs alternatifs.

Des axes d'amélioration des opérateurs alternatifs

France Télécom attend des opérateurs alternatifs la même exigence d'industrialisation et de rigueur envers leurs propres processus que celle qu'elle s'impose. Il est en effet plus facile d'exiger telle ou telle évolution que d'engager les moyens et les ressources pour mettre en œuvre rapidement les services fournis par l'opérateur de gros. Pour ne citer que les points essentiels, France Télécom tient à souligner les éléments suivants :

- La corrélation entre les pénalités pour retard de production et la justesse des prévisions a été supprimée conformément à la demande de l'Autorité ; on constate aujourd'hui que les opérateurs clients des offres de gros n'informent pas France Télécom lors de variation brusque de leur production, lors d'incident SI par exemple ou lors de migrations massives sur un NRA. Cette absence d'information préalable nuit à l'ensemble des opérateurs dans la mesure où toute variation importante dans les flux non prévue, déstabilise la production et a un impact important sur les délais. France Télécom attend plus de responsabilité de la part des opérateurs dans ce domaine.
- France Télécom a présenté en 2008 à l'Autorité et aux opérateurs un plan d'actions partagées pour inciter les parties à entrer dans un cercle vertueux destiné à réduire le nombre de signalisations transmises à tort et ainsi améliorer les délais de traitement. Un important travail a été réalisé et les opérateurs ont d'ailleurs convenu que les chiffres de France Télécom concernant leur responsabilité pour les signalisations transmises à tort étaient corrects. Malgré cela, et sur tout le premier semestre 2010, le taux moyen de signalisations transmises à tort reste autour de 40%. Si ce chiffre est loin des sommets qui ont pu être atteint au début du dégroupage, il constitue toutefois une déception pour France Télécom qui constate qu'il est sans doute plus facile pour un opérateur alternatif de bénéficier de l'expertise de France Télécom que d'investir dans des compétences en propres pour améliorer le diagnostic initial.
- Les opérateurs alternatifs disposent de tous les outils pour prendre les commandes de leurs clients, quelle que soit la configuration du local où emménage le client ; pourtant on constate encore de très nombreux cas de clients qui commandent une ligne à France Télécom pour migrer ensuite dans les deux mois chez un opérateur alternatif. Si on assiste à une diminution du taux au regard de 2008 et 2009, ces mouvements représenteront encore près de 350 000 productions en 2010. Ce volume encore considérable, représente une cause importante d'inefficacité au sein de l'entreprise France Télécom par un surcroît de travail significatif et inutile, tant dans les accueils clients que dans les unités d'intervention.
- Comme indiqué dans l'analyse de marché page 35 de la partie « Bilan et perspective » de l'analyse de marché, France Télécom a proposé « *la mise en œuvre d'une expertise conjointe pour traiter les problèmes de qualité de ligne, appelée expertise blanche, qui a conduit à l'amélioration significative du traitement de ces problématiques* ». France Télécom émet quelques réserves sur ce dernier point. En effet, si cette proposition constitue une réelle avancée, elle est encore très diversement mise en œuvre par les différents opérateurs et elle est utilisée encore trop souvent comme un outil de diagnostic du défaut chez le client final.

²⁶ La seule demande en cours est une demande de gel du numéro d'un accès supprimé pour une éventuelle réattribution en cas d'erreur ; cette demande n'est pas réalisable avec le système d'information actuel mais une évolution majeure du SI de France Télécom a été engagée.

Les acteurs sont invités à commenter l'analyse de l'Autorité conduisant à ne pas imposer à ce stade à France Télécom d'obligation d'accès à son réseau de boucle locale en fibre optique.

France Télécom partage l'analyse de l'Autorité conduisant à ne pas imposer une obligation d'accès à une offre de gros passive sur fibre à France Télécom et, ceci, dans le cadre d'une régulation asymétrique.

Le constat du faible nombre de clients de France Télécom à des offres très haut débit, du parc très important d'autres opérateurs, du déploiement limité des réseaux et de la faible croissance du nombre de clients adressables montre que France Télécom ne bénéficie d'aucun avantage en matière de très haut débit, d'autant plus qu'il pèse sur France Télécom une obligation asymétrique d'accès à son génie civil qui annule tout avantage éventuel en ce qui concerne les déploiements. En outre, l'encadrement implicite et très rigoureux des conditions de déploiements de la partie terminale des réseaux mis en place par l'Autorité au travers de sa décision n°2009-1106, qui doit être complétée d'ici la fin de l'année par une décision dans la zone moins dense, suffit à garantir qu'aucun avantage concurrentiel ne peut en être attendu pour un opérateur tel que France Télécom. Il serait donc difficile de justifier un tel remède qui ne serait mis en place pour aucun problème identifié.

En outre, dans une phase de construction du cadre réglementaire et des réseaux, il serait d'autant plus injustifié d'imposer à France Télécom une telle obligation qu'elle a retenu, à l'instar de la plupart des opérateurs majeurs déployant des réseaux FTTH et afin d'optimiser ses coûts et délais de déploiement et l'utilisation du génie civil, une solution technologique, le PON, qui ne permet pas de dégroupier des fibres optiques comme ceci peut être le cas pour le dégroupage du réseau cuivre.

Commentaires de France Télécom sur l'analyse du marché de gros des offres d'accès haut débit et très haut débit activées livrées au niveau infranational (Marché n°5)

Page 10

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur l'exclusion des offres fondées sur le câble et l'inclusion des offres fondées sur la fibre optique du marché. Ils préciseront, le cas échéant, sur quels fondements ils estimeraient pertinent d'inclure ou d'exclure tout ou partie de ces offres.

France Télécom s'interroge sur l'inclusion à ce stade et même dans le cadre d'une analyse prospective à l'horizon de trois ans des offres fondées sur la fibre optique dans ce marché dès lors que comme le souligne l'ARCEP « il n'existe pas à ce jour d'offres de gros d'accès haut débit ou très haut débit activée livrée au niveau infranationale fondée sur la fibre optique pour la clientèle résidentielle et permettant de desservir une partie significative du territoire ». Il est d'ailleurs évident que compte tenu des investissements à consentir et des délais inhérents à une couverture du territoire en très haut débit, de telles offres n'émergeront pas à l'horizon de la présente analyse de marché sur une partie significative du territoire. Il convient de rappeler que si des bouleversements étaient constatés en la matière, l'Autorité dispose de la faculté de réviser son analyse de marché avant son terme.

Page 21

Les acteurs sont invités à formuler leurs observations sur l'analyse menée par l'Autorité et la désignation de France Télécom comme opérateur exerçant une influence significative sur ce marché.

France Télécom émet de très fortes réserves sur la manière dont est menée l'analyse de la puissance de marché.

Tout d'abord l'influence significative sur un marché ne se limite pas à une analyse des parts de marché existantes en fonction des offres qui y sont incluses. En effet, même si des offres ne relèvent pas du marché analysé, notamment en raison de leur couverture géographique insuffisante pour constituer un substitut, il est nécessaire de prendre en compte leur éventuel effet indirect pour évaluer l'existence d'une influence significative et la pertinence des remèdes.

Un opérateur avec un réseau et donc une offre nationale peut faire face localement à des contraintes concurrentielles différentes. Ces situations doivent être prises en compte et ne peuvent être occultées par l'analyse de l'ARCEP. Or, le document soumis à consultation n'intègre pas ces éléments fondamentaux. Il en est ainsi des offres de gros haut ou très haut débit sur réseau câblé qui ont d'ailleurs fait l'objet d'accords entre Numericable et d'autres opérateurs et qui sont à l'évidence de nature à bouleverser les marchés de détail du haut et très haut débit dans la mesure où au moins un acteur majeur a d'ores et déjà annoncé qu'il les utiliserait massivement.

En ce qui concerne les éléments chiffrés, les chiffres sont parfois confus voire contradictoires²⁷. Il est nécessaire d'être plus précis et de remettre ces éléments en perspective. Si effectivement 80% de la population est couverte par le dégroupage, l'Arcep définissait en février 2010 la notion de zone non dégroupable²⁸ à savoir les répartiteurs non dégroupés et ceux de moins de 1500 lignes qui conduit à ce qu'un peu moins de 85% de la population soit située en zone dégroupable. Ceci signifie que

²⁷ Page 19 il est indiqué que 80% de la population est couverte par le dégroupage et page 20 il est fait mention de la nécessité d'une offre activée sur les deux tiers du territoire (ce qui signifierait que 33 % seulement de la population est couverte par le dégroupage)

²⁸ Montée en débit : la mise en œuvre de l'accès à la sous boucle et son articulation avec le développement de réseaux FTTH- Février 2010



l'absence de concurrence potentielle sur le marché de gros DSL évoquée en page 22 du document de consultation est à relativiser puisqu'elle ne concerne que 15% de la population et encore moins si sont prises en compte les solutions alternatives pour offrir le haut débit (satellite, wimax) ou les déploiements liés à l'intervention publique.

S'agissant du critère de l'intégration verticale et de l'existence d'économies d'échelle, l'absence d'approche prospective est regrettable et fausse notablement l'analyse. Ainsi, dans l'analyse du poids respectif des accès entre ceux qui sont cédés en interne et ceux qui le sont en externe, il est fait appel à des données de 2007, (c'est-à-dire antérieures à la précédente analyse de marché) alors que l'Arcep dispose de tous les éléments pour fournir des données actuelles et faire des projections à l'horizon de l'analyse de marché. Les chiffres actuels viennent contredire les conclusions décrites dans le document soumis à consultation : le document de l'ARCEP retient dans la présente analyse le constat sur la production des accès pour 2007, qui représentaient 40% de la production totale. Or, en moyenne, depuis 1 an, moins de [...] de la production d'accès haut débit correspond à l'activité d'Orange sur le marché de détail. Ceci devrait conduire l'ARCEP à infirmer totalement sa conclusion sur ce point.

Page 22 à 28

Commentaires de France Télécom sur les obligations sur le marché 5 et plus particulièrement sur la dimension géographique des remèdes

La présente analyse n'envisage à aucun moment de restreindre les obligations imposées à France Télécom sur une partie du territoire seulement et ne raisonne qu'à l'échelle nationale. Cette approche est pourtant contraire au principe de proportionnalité des remèdes, qui suppose que les mesures imposées par les autorités de régulation, au terme d'une analyse de marché, poursuivent un but légitime et sont à la fois nécessaires et aussi peu contraignantes que possible pour atteindre l'objectif poursuivi. En outre, dans la recommandation publiée le 20 septembre 2010 sur « l'accès réglementé aux réseaux de nouvelle génération », la Commission européenne indique : « *Lorsqu'il est impossible de conclure que des conditions de concurrence différentes justifieraient la définition de marchés géographiques infranationaux, il pourrait néanmoins se révéler approprié, pour les ARN, d'imposer des mesures correctrices et des obligations d'accès différenciés en réponse à des conditions de concurrence divergentes entre différentes zones d'un même marché géographiquement défini, en raison, par exemple, de la coexistence de plusieurs infrastructures ou de la présence de plusieurs opérateurs utilisant la boucle locale* »²⁹.

En outre, ce qu'indique la Commission dans cette même recommandation pour la fibre optique pourrait tout aussi bien s'appliquer pour les offres de gros activées DSL : « *Si les ARN estiment que, dans une zone géographique donnée, l'accès dégroupé à la boucle optique du réseau de l'opérateur PSM est effectif et que cet accès est susceptible de produire une concurrence effective en aval, les ARN devraient envisager de lever l'obligation de fourniture en gros d'accès bitstream dans la zone concernée* ».

France Télécom considère que pour atteindre l'objectif légitime du développement de la concurrence sur le marché de détail considéré au plan national, les obligations sur le marché 5 décrites dans le document soumis à consultation, ne sont pas nécessaires dans les zones où il existe des infrastructures concurrentes à celles de France Télécom, déployées par les opérateurs alternatifs ou lorsque le dégroupage de la boucle locale est effectif. Aussi, sans que cela remette en cause la conclusion qu'il n'y a pas lieu de distinguer des marchés géographiques distincts infranationaux, il est indispensable que l'Arcep mène une analyse de la situation sur différentes zones et a minima entre les zones dégroupées et non dégroupées afin de déterminer les obligations proportionnées adaptées aux différents cas et corriger un certain nombre d'affirmations erronées mentionnées dans le document soumis à consultation.

²⁹ Conidérant 9, page 3



Ainsi, s'agissant de l'analyse du marché 5 (services activés) et non du marché 4 (infrastructures passives), il ne doit pas être mis en avant comme indiqué dans le document que « *France Télécom bénéficie sur ce marché [défini sur un périmètre national] du contrôle d'une infrastructure difficile à dupliquer* »³⁰. En effet, cela revient à confondre la propriété de l'infrastructure passive avec le contrôle permettant d'offrir des offres haut débit activées sur cette infrastructure. Or, du fait de la présence du dégroupage sur actuellement environ 80% de la population française, comme cela est indiqué dans le paragraphe qui suit la phrase précitée, tout opérateur tiers dispose dans les faits de la possibilité de contrôler sans la dupliquer l'infrastructure de boucle locale, suffisamment pour lui permettre de développer des offres de service activées haut débit sur les marchés de gros et de détail dans des conditions non discriminatoires par rapport à France Télécom (en fait plus favorables du fait de l'absence de toute obligation réglementaire ex ante en la matière, qui permet par exemple de connaître les prix proposés par France Télécom sur le marché de gros et de se positionner à des tarifs inférieurs).

De la même façon, l'Arcep ne peut pas justifier que « *la proportionnalité de ces prescriptions est vérifiée en l'absence de mesures moins contraignantes permettant d'atteindre le même objectif* »³¹. En effet, s'agissant de l'accès, l'Autorité peut imposer à un opérateur PSM de faire droit aux demandes raisonnables « *notamment lorsqu'elle considère qu'un refus ou des propositions déraisonnables empêcheraient l'émergence d'un marché de détail concurrentiel durable ou risqueraient d'être préjudiciables aux utilisateurs finaux.* »³² Or, l'obligation de bitstream n'est pas nécessaire pour assurer la concurrence sur le marché de détail dans une très large partie du territoire.

A contrario, le chapitre « Bilan et Perspectives » du document soumis à consultation dresse un tableau plus conforme à la réalité. En effet, d'une part l'Arcep s'y réjouit du « *dynamisme de la concurrence sur le marché de détail du haut débit* »³³, d'autre part l'Autorité y constate « *la progression des opérateurs alternatifs dans l'échelle des investissements* », qui se traduit par « *la baisse globale du parc des offres de bitstream* » et la « *forte progression de l'offre de dégroupage total, qui constitue le moteur de l'évolution du marché de gros en France.* »³⁴ Il ressort de cette analyse que le dynamisme concurrentiel sur le marché de détail doit être attribué au développement de l'offre de dégroupage total plutôt qu'aux obligations de bitstream.

France Télécom considère par conséquent que l'ARCEP ne peut imposer l'obligation de fournir une offre de bitstream sur l'ensemble du territoire ; elle outrepasserait les pouvoirs qui lui sont conférés par le cadre réglementaire européen et par le cadre législatif français en ce qu'elle ne respecterait pas le principe de proportionnalité.

Compte tenu des recommandations de la Commission, il semble légitime que dans la zone dans laquelle au moins 2 opérateurs sont présents pour fournir des offres haut débit, au travers du dégroupage ou d'un réseau câblé, France Télécom n'ait pas l'obligation d'offrir une offre de DSL activée.

Page 30

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'imposition à France Télécom de fournir ses offres d'accès haut débit activées en ATM aux deux niveaux régional et départemental, en IP et en Ethernet au niveau régional uniquement.

³⁰ Page 24 du projet de décision soumis à consultation relatif au marché 5.

³¹ Page 24 du projet de décision soumis à consultation relatif au marché 5.

³² Page 22 du projet de décision soumis à consultation marché 5, lors du rappel des principes généraux relatifs à la détermination des obligations imposées à un opérateur SMP.

³³ Page 4 de la partie Bilan et Perspectives.

³⁴ Page 26 de la partie Bilan et Perspectives.



Afin de faire face à la montée en débit et de garantir une bonne qualité de ses services de télévision, France Télécom a déployé un réseau de collecte IP/MPLS s'appuyant sur des DSLAM de nouvelle génération (DSLAM Gigabit Ethernet). L'architecture de ce réseau est aujourd'hui stabilisée. Elle repose sur des boucles intra-régionales sécurisées. Ces boucles sécurisées sont terminées au sein d'une même région (24 régions) sur une ville siège de PLD (Points Longue Distance). Ces villes sont également sièges des POP régionaux de France Télécom, POP qui sont déployés par paire en back up mutuels afin de sécuriser complètement le trafic IP/MPLS de la zone régionale (chacun de ces 2 POP régionaux étant installé sur un site France Télécom distinct pour renforcer la sécurisation).

Cette architecture « régionale » est pérenne : France Télécom n'envisage pas de déployer des POP plus « bas » dans son réseau de collecte IP/ MPLS. Dans le cadre de son offre de collecte Ethernet (DSL Collect Ethernet), France Télécom propose aux opérateurs, pour chacune des régions, 2 sites de raccordement (POP régionaux France Télécom) sur lesquels les opérateurs peuvent se faire livrer le trafic de la région correspondante.

Afin de garantir un bon niveau de sécurisation, France Télécom va intégrer à son offre, d'ici fin 2011, le raccordement systématique sur ses 2 POP régionaux. Ainsi, en cas de défaillance de l'un des 2 équipements réseau, le trafic global de la région sera livré à l'opérateur via l'équipement réseau opérationnel. Ainsi, en cas de défaillance d'un équipement, la « bascule » du trafic sera réalisée de manière automatique dans un délai très court (quelques secondes).

Dans le cas où France Télécom se verrait imposer la fourniture d'un niveau de collecte Ethernet « départemental », elle utiliserait l'infrastructure régionale déployée pour le mettre en œuvre. Cela se traduirait par le déploiement de « points de livraison » départementaux sur lesquels viendraient se connecter les opérateurs. Mais le trafic continuerait d'être acheminé de manière sécurisée sur les POP régionaux pour être ensuite livré sur chacun des « points de livraison » départementaux. En effet seule l'infrastructure régionale est conforme à sa stratégie réseau et elle permet, d'une part de limiter les développements d'ingénierie et de SI et d'autre part, d'assurer aux opérateurs la transparence vis-à-vis des aménagements réseau que France Télécom sera amenée à réaliser.

Le coût de livraison de la collecte Ethernet au niveau départemental serait alors nettement supérieur au coût de livraison régional. Par ailleurs, les mécanismes de sécurisation précités ne pourraient être mis en œuvre pour ce niveau de collecte.

Pour ce qui concerne la collecte IP, France Télécom renvoie à sa réponse à la précédente analyse de marché et n'envisage pas de proposer une collecte IP à un niveau infrarégional.

Page 32

| |
|--|
| <i>(6) Offre d'accès haut débit activée sans service de téléphonie commutée par transfert de ligne avec conservation du numéro</i> |
|--|

Avertissement : L'obligation d'interruption de service pour le portage du numéro inférieure à 4 heures n'est évoquée dans les consultations sur les marchés 4 et 5 que dans le cadre de la production d'un accès ADSL nu ; néanmoins, la décision de l'Autorité 2009-0637 englobe également la production des accès en dégroupage total. Cette réponse vaudra donc pour toutes les productions avec portage du numéro.

Concernant cette obligation de qualité de service du portage, France Télécom souhaite rappeler les contraintes techniques de production d'un accès. La fourniture d'un accès ADSL nu ou d'un accès dégroupé est une opération complexe qui recouvre de nombreux cas de figure. Le client peut commander ce type d'accès lors d'un changement d'opérateur « simple » (il change d'opérateur, avec portage du numéro mais en conservant sa ligne). Il peut également changer d'opérateur lors d'un déménagement dans un local où il est nécessaire de construire une ligne, toujours avec portage du numéro.



Les opérations à réaliser dans les deux cas ont un point commun, elles nécessitent une intervention au répartiteur. Mais si dans le premier cas, celle-ci lance la procédure de portabilité et de clôture de la production, dans le second, elle n'est qu'une première étape qui sera suivie d'une intervention au sous-répartiteur, une autre chez le client final, voire une autre au point de concentration ; ce n'est seulement qu'ensuite que le lancement de la portabilité interviendra. Pour peu que la production concerne un point très éloigné du répartiteur, il est clair que le délai de 4 heures pour l'ensemble du processus de portabilité, tous opérateurs confondus, ne sera dans certains cas pas suffisant.

Dans un souci de service rendu au client final, France Télécom met tout en œuvre pour limiter l'interruption de service vu du client final ; elle améliore constamment ces processus et accompagne ses agents pour les sensibiliser à l'importance des clôtures au fil de l'eau de façon à ne pas retarder la communication des informations vers les opérateurs concernés par la portabilité. Mais il n'est pas en son pouvoir de réduire les distances ou de fluidifier le trafic : **le 100% n'est pas atteignable.**

C'est pourquoi France Télécom ne peut que rappeler sa réponse à la consultation sur la portabilité du fixe : « *Le jour du portage effectif du numéro, l'interruption de service en émission ou en réception ne peut être supérieure à six heures ouvrées dans 80% des cas dès le 1^{er} Janvier 2011, puis quatre heures ouvrées dans 95% des cas à compter du 1er janvier 2012* ».

Page 36

(11) Migrations inter- et intra-offres

France Télécom s'étonne de la teneur du paragraphe 4.2.2 alinéa 11 de l'analyse du marché 5 :

« À ce jour, les migrations internes aux offres de gros d'accès haut débit activées sur DSL livrées au niveau infranational sont facturées à l'acte, à des tarifs distincts selon qu'un changement de carte et/ou de DSLAM est nécessaire. Il s'agit notamment :

- des migrations d'une mode de collecte vers un autre ;*
- des migrations de l'ADSL vers l'ADSL2+ ;*
- des migrations des accès mono-VC vers les accès bi-VC ;*
- des migrations liées à des changements de débits.*

Ce type d'opérations faisant partie de l'évolution naturelle du parc d'accès des opérateurs alternatifs, il convient, sauf mention contraire, que France Télécom intègre les coûts correspondants dans le calcul de ses coûts récurrents pour fournir ses offres de gros d'accès haut débit activées sur DSL livrées au niveau infranational, en supprimant de fait un mode de tarification à l'acte pour ces migrations.

En effet, suite à la parution de la décision 2008-0836 en date du 24 juillet 2008, France Télécom a intégré cette demande, et les migrations à l'acte susnommées ne font pas l'objet de facturation. Cette gratuité est possible s'agissant d'accès DSL construits exclusivement sur DSLAM ATM, la proportion des cas nécessitant un changement de carte et/ou de DSLAM étant faible.

La situation serait totalement différente dans le cas où un opérateur souhaiterait migrer massivement de la collecte ATM vers la collecte Ethernet. En effet, pour chaque accès, il serait systématiquement nécessaire de réaliser un nouveau câblage sur le DSLAM GE (Gigabit Ethernet) avec des coûts correspondants. On aurait alors 100 % de cas de changement de DSLAM avec le jarretage associé.

Cette opération de migration ne pourra se faire que si un approvisionnement correct en carte du DSLAM GE a été réalisé. Cela suppose que les migrations soient prévues avec un délai raisonnable et ces migrations en provenance de DSLAM ATM devront s'effectuer dans des conditions qui n'impliquent pas un surinvestissement de France Télécom. Par ailleurs, il ne semble pas efficace pour un opérateur d'avoir une double gestion sur un NRA avec des accès pour partie sur un DSLAM ATM et pour partie sur un DSLAM GE.



Il semble donc raisonnable d'envisager ces prestations de migration sous forme de prestations spécifiques payantes sur la base d'un calendrier négocié entre France Télécom et l'opérateur.

Par ailleurs, l'évolution du réseau conduira à avoir, dans de nombreux cas, des DSLAM ATM et GE qui cohabiteront dans un même NRA. Ces DSLAM pourront ne pas pouvoir supporter les mêmes services, que ce soit en raison de leur raccordement au réseau ou en raison de leurs capacités techniques.

Les conditions de fermeture d'un NRA à la technologie ATM ont été clairement définies par l'Autorité et France Télécom ne les remet pas en cause. A contrario, France Télécom ne souhaite pas être pénalisée dans le cas où un opérateur maintiendrait tout ou partie de ses accès en collecte ATM alors que la collecte ethernet est disponible. C'est pourquoi France Télécom considère qu'il est légitime qu'elle puisse disposer de toutes les potentialités de la collecte ethernet un an après la mise en place de ce DSLAM sans être contraint de fermer le NRA à la technologie ATM.

Page 41

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la proposition de l'Autorité de ne pas imposer, à ce stade, à France Télécom d'obligations d'accès pour les offres de gros d'accès activées sur fibre livrées au niveau infranational.

France Télécom est en accord avec la proposition de l'Autorité figurant à la page 41 du document de consultation car elle considère que la question de l'existence même d'une telle offre est prématurée et qu'au-delà, l'imposer à France Télécom n'est pas légitime à l'horizon de l'analyse de marché et n'est pas pertinent dans le contexte actuel de déploiement de réseau FTTH pour lequel le cadre réglementaire devrait en premier lieu fournir des incitations à ceux qui souhaitent investir et a contrario réduire les contraintes au strict nécessaire. C'est essentiel pour que les objectifs affichés par le Président de la République (70% de la population couverte en THD en 2020 et 100% en 2025) ou la Commissaire européenne puissent être atteints. En outre, alors que le segment clé pour le déploiement des réseaux FTTH se situe au niveau de la partie terminale, il apparaît surprenant que puisse être évoquée une régulation asymétrique pour une offre située en amont d'une offre de partage pour laquelle existera un monopole de fait et faisant l'objet d'une régulation symétrique.

Il faut tout d'abord rappeler que les conditions dans lesquelles s'effectuera, dans le cadre d'une régulation symétrique, la mutualisation de la partie terminale des réseaux en fibre optique est en train de se mettre en place.

Pour ce qui concerne la zone très dense, le cadre réglementaire a été adopté en janvier 2010 et les appels au cofinancement se sont achevés en juillet dernier. Il est encore nécessaire de stabiliser certains points. On constate que 3 opérateurs ont été partie prenante de ce processus.

Pour ce qui concerne les zones moins denses, qui représentent les ¾ de la population, le cadre réglementaire ne sera pas défini avant la fin de l'année.

En outre, le programme très haut débit du gouvernement, pour lequel un processus de consultations publiques a été lancé au début du mois d'août 2010 sera structurant, notamment pour la détermination des zones dans lesquelles les opérateurs privés interviennent sur fonds propres et celles dans lesquelles un financement public à caractère subventionnel peut intervenir.

La question de la nécessité d'une obligation de fourniture d'offre de gros d'accès activée sur fibre livrée au niveau infranational, alors même que les pouvoirs publics souhaitent privilégier la concurrence par les infrastructures et que les conditions techniques, opérationnelles et économiques selon lesquelles pourront s'effectuer les déploiements ne sont pas encore définies, apparaît donc non seulement non pertinente mais en tout état de cause totalement prématurée.



Au-delà, en matière de FTTH, nous sommes aujourd'hui dans un contexte où l'ensemble des opérateurs part sur un pied d'égalité et la situation est très différente de celle qui prévalait pour le haut débit sur Dsl et a conduit à imposer à France Télécom une offre de gros activées sur accès cuivre. En effet, la préexistence de la boucle locale cuivre permettait à France Télécom de déployer l'infrastructure technique pour offrir des services haut débit sans passer par des offres de gros. Dans ce contexte, la logique poursuivie par les autorités de régulation était celle de l'échelle d'investissement : l'accès à des offres de gros de type bitstream permettait aux opérateurs de se constituer un parc d'abonnés pour, lorsque ce parc était conséquent, investir ensuite au niveau du dégroupage.

En ce qui concerne les réseaux en fibre optique, les opérateurs investissent directement dans le segment terminal (dernier « barreau de l'échelle ») lors du déploiement de leur boucle locale en fibre optique. Le concept d'échelle des investissements ne peut par conséquent pas s'appliquer.

Il faut aussi noter qu'à l'issue du processus d'appel au cofinancement dans les zones très denses, France Télécom n'a pas prévu, à court terme, de réaliser la partie terminale des réseaux dans un certain nombre de villes de la zone très dense qui pourraient par contre être équipées par un opérateur : il serait ainsi surprenant que France Télécom se voit imposer de manière spécifique des obligations alors que la partie la plus couteuse du déploiement de réseaux à fibre optiques ne serait pas nécessairement réalisée par elle.

Au vu de l'état de déploiement des réseaux très haut débit, il serait donc disproportionné et discriminatoire d'imposer à France Télécom une offre de gros activée sur fibre et ceci d'autant plus que l'Arcep propose à la page 10 du document de consultation d'exclure les opérateurs de réseaux câblés du marché 5 alors que Numericable est aujourd'hui l'acteur majeur sur le segment des offres très haut débit de gros et de détail.

Page 52

Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence de ne plus retenir le principe de non-éviction par rapport au dégroupage mais de retenir uniquement le principe de l'orientation vers les coûts comme obligation tarifaire imposée à France Télécom pour ses offres de gros d'accès haut débit activées livrées au niveau infranational.

France Télécom a explicité dans ses commentaires sur les obligations, les raisons qui doivent conduire à ne pas imposer d'offre de gros d'accès haut débit activés livrés au niveau infranational sur une zone significative du territoire. La question ne se pose donc pas des principes tarifaires à appliquer dans la zone la plus concurrentielle mais uniquement dans la zone dans laquelle moins de deux opérateurs sont présents en dégroupage ou via une boucle locale alternative.

L'orientation stricte vers les coûts est particulièrement contestable

Une condition nécessaire pour que l'orientation stricte vers les coûts puisse être imposée à un opérateur disposant d'une influence significative est qu'il s'agisse de la seule obligation à respecter et qu'il soit en situation de monopole sur le service considéré. Dans le cas des offres de gros activées sur DSL, y compris lorsque moins de deux opérateurs tiers sont présents, ceci n'est nullement le cas et l'Autorité, dans ses deux précédentes analyses de marché, avait imposé une double condition : l'orientation vers les coûts sous réserve que ceci ne conduise pas à un tarif d'éviction. L'objectif de l'Arcep était d'inciter les opérateurs à poursuivre l'extension du dégroupage et le niveau tarifaire était déterminé au niveau du répartiteur incrémental de taille inférieure à celle des répartiteurs déjà dégroupés.

Même dans l'hypothèse où l'Autorité considérerait que la pratique de non éviction ne se justifie plus au regard de l'objectif d'extension du dégroupage, elle se doit d'instruire le passage à une simple orientation vers les coûts. Or, ceci n'est pas justifié car France Télécom n'est pas en situation de monopole sur le marché de gros des offres d'accès haut débit activées livrées au niveau infranational ; France Télécom n'est pas en mesure de quantifier de manière précise le poids des



opérateurs concurrents mais constate une intense concurrence sur ce marché. A titre d'exemple, il est possible d'observer que les accès vendus au titre du dégroupage à des opérateurs n'intervenant pas sur le marché de détail, comme les DSP et qui sont donc revendus sous forme d'une offre activée représentent en volume plus de [...] du parc commercialisé par France Télécom sur l'ensemble du territoire. Il est probable que les accès dégroupés par des opérateurs d'envergure nationale et revendus auprès d'autres opérateurs de taille variable représentent un volume important ([...]). Sur ce point, l'Autorité dispose des éléments nécessaires pour effectuer une analyse globale.

En tout état de cause, il est clair qu'il existe un marché des accès de gros activés vendus dans la zone dans laquelle au moins deux opérateurs sont présents. L'Arcep doit tirer les conséquences de cette situation et ne peut considérer que France Télécom est en situation de monopole sur ce marché.

Deux possibilités sont alors ouvertes :

- La première consiste à traiter de manière uniforme la zone dans laquelle existe une obligation d'offre activée, c'est-à-dire en dehors des zones jugées concurrentielles, et, dans ce cas, l'Autorité se doit, a minima, de conditionner l'orientation des tarifs vers les coûts à leur reproductibilité par les opérateurs de gros sur cette zone.
- La seconde consiste à ce que l'Arcep détermine une zone dans laquelle elle estimerait qu'il existe une situation de monopole durable à un horizon prévisible. Cette zone, dans laquelle le tarif serait orienté vers les coûts, pourrait correspondre à un sous-ensemble de la « zone non dégroupable » que l'Arcep avait définie dans ses recommandations sur la montée en débit, certaines obligations prévues dans le projet d'analyse de marché 4 ayant justement pour objectif de réduire la taille de cette zone « non dégroupable ». Pour le reste des répartiteurs dans lesquels le bitstream est a priori vendu à titre transitoire, la pratique d'un tarif répliquable ou non excessif pourrait être la règle. Cette seconde possibilité pourrait s'avérer beaucoup plus complexe à mettre en œuvre.

Une mesure périlleuse pour les projets d'initiative publique en cours et coûteuse pour la collectivité dans le cadre de projets futurs

L'Avicca recensait, à la fin 2009, un investissement global avoisinant les 3 milliards d'euros dans les réseaux d'initiative publique dont la plus large part a été consacrée à des infrastructures de dégroupage³⁵ ou à des projets de couverture de zones d'ombre. Les plans d'affaires des projets, au travers de DSP ou de PPP, ont été établis sur une longue durée et avec une tarification en général indexée sur celle de France Télécom pour les offres actives. Alors que de tels projets ont été fortement encouragés par les pouvoirs publics, il est particulièrement important que l'Autorité prenne toute la mesure des conséquences d'une rupture dans les modes de tarification qui impacterait l'économie des projets conduisant à les rendre non profitables sauf à limiter l'intervention des collectivités locales dans les zones les plus rentables, ce qui serait contraire à l'objectif poursuivi.

Au-delà, la baisse du tarif des offres de gros aura un impact direct sur le niveau du financement public des futurs projets, notamment pour la montée en débit ou la couverture des zones d'ombre dans les zones non dégroupées. En effet, la baisse des revenus que devra anticiper la société de projet dans son plan d'affaires renchéra d'autant le montant du financement par les collectivités locales. Ce sont elles qui supporteront alors une charge supplémentaire.

L'orientation stricte vers les coûts constituerait un frein à l'investissement privé

³⁵ 3192 répartiteurs seraient dégroupés suite à l'intervention publique selon l'Avicca.



Les opérateurs privés et notamment France Télécom, ont la faculté d'investir sur fonds propres pour améliorer les conditions d'éligibilité ou les débits offerts au client final. Ce type d'investissement concerne pour l'essentiel les zones dans lesquelles sont commercialisées les offres de gros activées et il comprend une part de risque d'autant plus qu'il est souvent amorti sur une longue période. Dans la mesure où la rémunération de ces investissements sur le marché de gros s'effectuerait sur la base d'une stricte orientation vers les coûts, les opérateurs privés auront d'autant moins d'incitation à les réaliser et, de fait, ils ne le feront pas. Cela serait très regrettable compte tenu de la forte attente des consommateurs et des collectivités locales concernées pour des débits au moins égaux à 2 Mbit/s.

Page 53

Obligation de comptabilisation des coûts et de séparation comptable : commentaires relatifs à l'obligation de transmission trimestrielle d'un descriptif technique et tarifaire des offres sur mesure dont le montant dépasse 100 000 € HT et de la manière dont elles sont constituées à partir des « briques de base » techniques et tarifaires disponibles sur le marché de gros.

La surveillance des offres sur mesure: une obligation relevant de la régulation du marché de détail, non justifiée sur un marché non régulé.

France Télécom considère en premier lieu que l'obligation de transmission trimestrielle d'un descriptif technique et tarifaire des offres sur mesure dont le montant dépasse 100 000 € HT et de la manière dont elles sont constituées à partir des « briques de base » techniques et tarifaires disponibles sur le marché de gros, relève d'une mesure de régulation du marché de détail et non de celle d'un marché de gros. Ni la Commission Européenne ni l'Arcep n'ont estimé que les marchés de détail en aval du bitstream doivent relever d'une régulation ex ante. Cette obligation qui relève fondamentalement d'une régulation du marché de détail est par conséquent infondée.

L'objet de l'obligation de séparation comptable est de simuler le comportement des différentes parties de l'entreprise comme si elles avaient fonctionné en qualité d'entreprises distinctes. L'entité de détail de France Télécom doit recourir aux offres disponibles auprès de l'entité de gros dans les mêmes conditions que le ferait un opérateur alternatif. Ainsi, les comptes de détail issus de la séparation comptable permettent de vérifier l'application non discriminatoire des tarifs de gros pour l'accès aux ressources régulées indispensables à la production de ces services de détail.

Dans ce contexte, la séparation comptable permet la vérification de la non discrimination à l'échelle de l'ensemble d'un marché, selon une découpe pertinente de l'entreprise en marchés, et n'a ni vocation, ni la possibilité de mesurer l'espace économique à l'échelle d'une offre sur mesure individuelle.

De fait, l'obligation de restitution comptable imposée pour les offres sur mesure du marché de détail des services de capacité échappe en effet complètement aux règles présidant à l'élaboration des modèles de séparation comptable.

Les calculs de la séparation comptable établissent des comptes portant sur l'ensemble du parc des offres en service durant l'année considérée, issu de l'historique cumulé des ventes passées. Les comptes ne portent donc pas seulement sur les offres en vente pendant la période modélisée mais sur toutes les offres en service, et ne permettent pas de cibler les offres sur mesures signées durant l'année, encore moins de cibler une offre sur mesure spécifique.

Par ailleurs, le modèle de séparation comptable s'appuie, pour chaque produit, sur des moyennes significatives d'échantillons pour la consommation d'éléments techniques de ces produits. Isoler chaque OSM dans ce modèle impliquerait non seulement un travail opérationnel très lourd mais conduirait aussi à une perte de sens du modèle lui-même. Un modèle conçu pour refléter toute l'activité de France Télécom présente de toute évidence le risque de contenir des données non significatives à l'échelle d'un élément isolé.



L'obligation relative aux OSM se traduit donc par une restitution hors modèle, surajoutée aux modélisations en vigueur et qui n'en respectent pas les principes d'établissement, la finalité des restitutions comptables au titre de la séparation comptable et des comptes qui seront produits au titre la surveillance des OSM étant très différente.

Le marché de détail n'étant pas sur la liste de la Commission Européenne des marchés pertinents pour la régulation et n'étant pas estimé pertinent pour la régulation par l'Autorité elle-même ni dans ce cycle d'analyse ni dans le précédent, France Télécom conteste la légitimité de cette mesure.

Une obligation similaire mais dans un contexte différent de celui du marché des services de capacité

France Télécom s'interroge sur cette obligation qui apparaît en toute fin du document de consultation et qui n'est argumentée que par la volonté de mettre en place un dispositif similaire à celui mis en place pour les services de capacité.

Pour mémoire, la mesure s'appliquant aux services de capacité est interprétée selon l'Autorité de Concurrence par la volonté « d'accompagner la levée du dispositif de régulation ex ante en facilitant la mise en œuvre du droit ex-post qui s'y substitue. »³⁶

Par ailleurs, l'Autorité considère que « l'objectif de long terme doit rester la suppression de toute régulation ex ante. », que « d'une manière générale, la régulation dans le secteur des communications électroniques relève du régime de l'exception par rapport au droit commun de la concurrence ». et que « Dans la période intermédiaire (...), les nouvelles procédures mises en place devraient permettre de réserver une telle régulation aux situations dans lesquelles les obstacles à la concurrence seraient tels que le droit de la concurrence en lui-même, sans le recours à une régulation ex ante, ne serait pas suffisamment efficace »³⁷

Les marchés de détail en aval du marché de gros du bitstream n'ont pas fait l'objet d'une régulation ni dans ce cycle d'analyse ni dans le précédent, il n'y a donc pas lieu d'accompagner une levée du dispositif ex ante. Par ailleurs, aucune entrave au droit ex post sur les marchés de détail concernés n'a pu être constatée sur cette période, au contraire, comme le souligne l'Autorité dans son bilan, ce marché a démontré une très forte intensité concurrentielle qui a permis le développement d'opérateurs alternatifs de premier plan.

En outre, le marché de détail de l'accès Internet Entreprises ne nécessite pas, de par le caractère monosite de ces offres, une expertise approfondie, telle que cela puisse justifier la mise en place d'un processus très lourd ex ante. Rappelons que ce besoin d'expertise approfondie a motivé l'avis de l'Autorité de la Concurrence en ce qui concerne les services de capacité, multisites par essence. « Le contrôle par le droit de la concurrence ex post de la répliquabilité des offres de détail de France Télécom sur le marché des services de capacité, et notamment de ses offres sur mesure, nécessite

³⁶ Avis n° 09-A-53 du 30 octobre 2009 relatif à une demande d'avis de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en application de l'article L. 37-1 du code des postes et communications électroniques, portant sur l'analyse des marchés des services de capacité p.18, 73. « Dans ces conditions, l'Autorité de la concurrence émet un avis favorable à la proposition de l'ARCEP de lever la régulation du marché de détail des services de capacité, et les obligations correspondantes. L'imposition à France Télécom d'une obligation complémentaire d'information à l'ARCEP sur ses offres sur mesure permettra d'accompagner la levée du dispositif *ex ante* en facilitant la mise en œuvre du droit *ex post* qui s'y substitue. »

³⁷ Avis n° 09-A-53, p13, 47. « Sans se prononcer au fond sur les remèdes applicables, l'Autorité souhaite rappeler que, d'une manière générale, la régulation dans le secteur des communications électroniques relève du régime de l'exception par rapport au droit commun de la concurrence. Dans le premier avis rendu sur les analyses de marchés pertinents (avis n° 04-A-17 du 14 octobre 2004), le Conseil avait noté que le rapprochement opéré entre le droit commun sectoriel et le droit de la concurrence par le cadre communautaire de 2002 « constitue une nouvelle étape dans un processus dont l'objectif de long terme doit rester la suppression de toute régulation ex ante. Dans la période intermédiaire (...), les nouvelles procédures mises en place devraient permettre de réserver une telle régulation aux situations dans lesquelles les obstacles à la concurrence seraient tels que le droit de la concurrence en lui-même, sans le recours à une régulation ex ante, ne serait pas suffisamment efficace ». Cette régulation n'a donc pas vocation à se maintenir au-delà de ce qui apparaît nécessaire, en particulier sur les marchés de détail. »



une expertise approfondie. Cette obligation faciliterait l'examen par l'Autorité de la répliquabilité de ces offres par les concurrents de l'opérateur historique. »³⁸

L'Autorité estime justifié de mettre en place un dispositif similaire à celui mis en place sur le marché des services de capacité. Cependant, un dispositif similaire se devrait de répondre à des problèmes similaires dans un contexte similaire. Comme explicité ci-dessus, les marchés aval concernés ainsi que l'historique réglementaire de ces marchés ne sont pas substituables ni semblables, l'Autorité ne peut donc s'affranchir de toute analyse, en particulier dans l'optique où tout remède doit être proportionné au problème concurrentiel rencontré.

France Télécom estime illégitime et non proportionnée l'obligation « de transmission trimestrielle d'un descriptif technique et tarifaire des offres sur mesure dont le montant dépasse 100 000 € HT et de la manière dont elles sont constituées à partir des « briques de base » techniques et tarifaires disponibles sur le marché de gros, accompagné du protocole de cession interne correspondant à cette offre ». Cette obligation n'est pas justifiée au regard de problèmes concurrentiels sur le marché de détail ni d'une entrave au fonctionnement du droit concurrentiel ex-post. Les marchés de détail en aval des offres de gros du haut débit et du très haut débit n'ont à juste titre, par ailleurs pas été jugés pertinents pour la régulation ni dans le présent cycle d'analyse, ni dans le précédent.

Toute surveillance des offres sur mesure par une autorité de régulation relève d'une régulation du marché de détail qui ne peut être envisagée que si chacun des trois critères (existence de barrières élevées et non provisoires à l'entrée, structure de marché qui ne présage pas d'évolution vers une situation de concurrence effective, incapacité du droit de la concurrence à remédier à lui seul à la ou aux défaillances concernées du marché) **de la recommandation de la Commission Européenne est rempli.**

³⁸ Avis susmentionné, considérant 52, p.13